



LE DEVOIR

VOL. XCVII N° 123

LES SAMEDI 3 ET DIMANCHE 4 JUIN 2006

2,18\$ + TAXES = 2,50\$

Le foot dans tous ses états

La XVIII^e présentation de la Coupe du monde de football n'aurait jamais dû avoir lieu en Allemagne



GABRIEL BOUYS AGENCE FRANCE-PRESSE

JEAN DION

L'heure du grand rendez-vous est sur le point de sonner. Les 31 équipes qui ont négocié avec succès le long et tortueux parcours des qualifications, plus le pays hôte, ont emménagé, ou le feront sous peu, dans leurs quartiers généraux de Bavière, de Rhénanie, de Saxe. Mais on l'oublie un peu (ou beaucoup), la XVIII^e présentation de la Coupe du monde de football, qui démarre officiellement vendredi au FIFA WM-Stadion de Munich, n'aurait jamais dû avoir lieu en Allemagne.

Un petit retour en ar-

rière? Zurich, juillet 2000. Les bonzes de la Fédération internationale de football association (FIFA), un organisme qui, dans le domaine du sport mondial, ne cède peut-être en puissance qu'au Comité international olympique, sont réunis en concile pour choisir le pays qui aura l'insigne honneur d'accueillir la Coupe du monde 2006. On sait que le vote sera serré, l'Europe et le reste du monde étant souvent divisés en deux camps distincts sur ce genre de question. Au troisième tour de scrutin, alors que seules l'Allemagne et l'Afrique du Sud demeurent en lice, coup de théâtre: le Néo-Zélandais Charles Dempsey, délégué de la Confédération océanienne de football qui avait pour mandat d'appuyer l'Afrique du Sud après l'élimination de l'Angleterre, s'abstient de voter, ce qui provoque un score final de 12-11 en faveur de l'Allemagne. Si Dempsey avait agi conformément aux ordres, l'égalité aurait dû être rompue par le prési-

dent de la FIFA, le Suisse Joseph Sepp Blatter, qui était un partisan avéré de la candidature africaine. Dans les jours qui suivent, l'histoire s'emmêle. Dempsey prétend qu'il a fait l'objet de menaces et s'est fait offrir des pots-de-vin. Il a été, dit-il, soumis à des pressions insoutenables. Une version que plusieurs ont du mal à croire, d'autant plus qu'un des pots-de-vin en question consistait en un canular orchestré par le journal satirique allemand *Titanic*, qui avait glissé sous la porte des chambres d'hôtel des délégués un banal papalard promettant à quiconque appuierait l'Allemagne... une horloge coucou et un jambon forêt-noir! De la pression, dites-vous? Toujours est-il que quelques jours plus tard, Dempsey démissionne. Mais la machine à rumeurs n'arrête pas de s'emballer pour autant. Dempsey aurait voulu

VOIR PAGE A 10: FOOT

Nouveau massacre de civils irakiens

Les troupes américaines auraient délibérément tué des civils, dont quatre femmes et cinq enfants

ALEXANDRE SHIELDS

Après le massacre présumé de 24 civils irakiens par des marines à Haditha en novembre 2005, l'armée américaine est de nouveau mise en cause dans la mort de 11 citoyens qui auraient été exécutés par balles le 15 mars dernier à Ishaqi, à 80 kilomètres au nord de Bagdad. Selon un rapport de la police irakienne cité hier par la BBC, les troupes américaines auraient délibérément tué des civils, dont cinq enfants et quatre femmes, avant de faire exploser le bâtiment où ils se trouvaient.

Sur les images obtenues par la chaîne britannique, on aperçoit plusieurs corps, dont ceux de trois enfants. Un des enfants est couvert de sang. Un homme, non identifié, explique devant la caméra que les enfants ont été regroupés dans une pièce. «Après les avoir menottés, ils les ont abattus. Plus tard, ils ont bombardé la maison avec leurs avions. Ils voulaient cacher les preuves. Même un enfant de six mois a été tué. Même les vaches ont été tuées aussi», affirme-t-il. «On dirait que le meurtre de civils irakiens devient un phénomène quotidien», s'est d'ailleurs insurgé hier le président de l'Association irakienne des droits de l'homme, Muayed al-Anbaki, après la diffusion de la vidéo à la télévision irakienne.

Cette bande vidéo contredit totalement la version officielle des événements. Selon les représentants des forces américaines en Irak, au moment des faits, quatre civils irakiens seraient morts après une fusillade impliquant des marines qui recherchaient un militant d'al-Qaïda signalé dans une maison d'Ishaqi. Ces quatre civils seraient morts dans l'écrasement de leur maison, sous l'effet de la fusillade, déclaraient alors les Américains. Selon eux, les quatre victimes étaient un militant présumé d'al-Qaïda ainsi que deux femmes et un enfant.

Le général Donald Campbell a toutefois expliqué hier à Bagdad qu'une enquête avait été ouverte sur les incidents d'Ishaqi, sans préciser son état d'avancement.



Une bande vidéo contredit radicalement la version officielle de l'armée

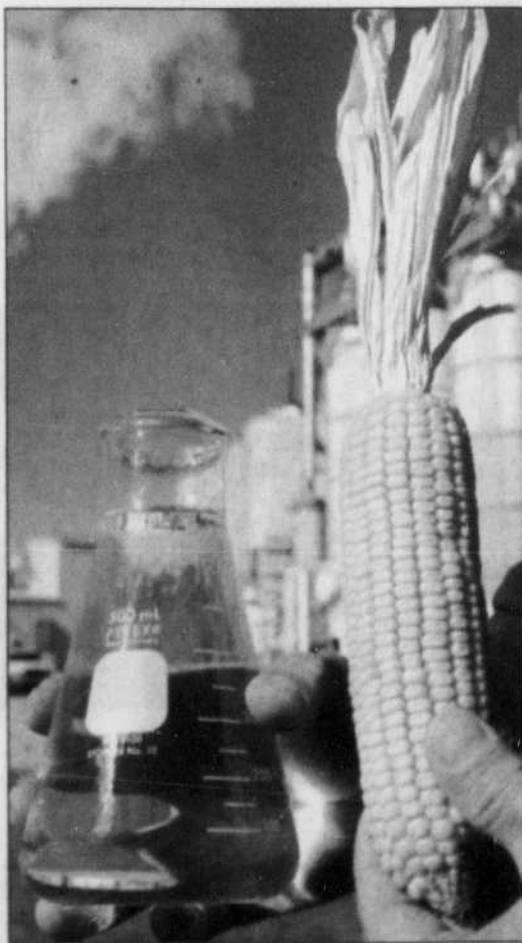
VOIR PAGE A 10: IRAK

NUCLÉAIRE

Le président iranien rejette les « pressions occidentales »

■ À lire en page A 9

L'éthanol, plus mythique que miraculeux



AGENCE FRANCE-PRESSE

Certaines filières technologiques, comme celle du maïs-grain, n'arrivent pas à faire consensus sur le plan scientifique en ce qui a trait à la réalité de leurs avantages.

«L'éthanol est le combustible qui a le plus haut coût énergétique et qui offre le moins d'avantages»

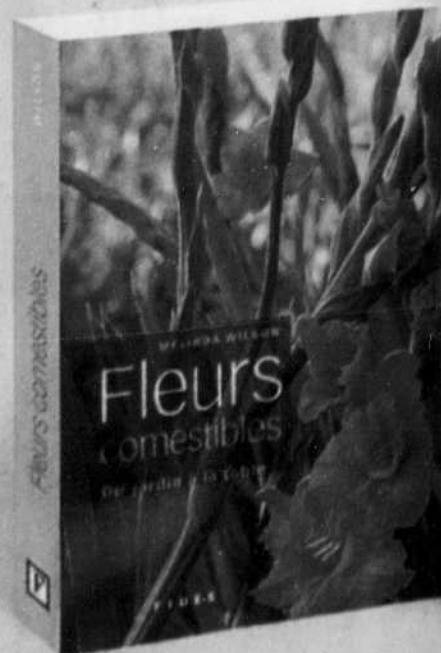
Bien des pays aux prises avec la hausse des prix du pétrole rêvent de transformer le mythe de l'éthanol en miracle stratégique et économique d'abord, puis environnemental si possible. Mais les contraintes de cette production repoussent l'atteinte de ces objectifs dans plusieurs régions du monde.

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Les performances énergétiques et environnementales atteintes par certains pays grâce à la production d'éthanol sont actuellement utilisées par plusieurs gouvernements, y compris au Canada et aux États-Unis, pour masquer le rendement discuté de certaines filières technologiques comme celle du maïs-grain, qui n'arrivent pas, loin de là, à faire consensus sur le plan

VOIR PAGE A 10: ÉTHANOL

À fleur de bouche !



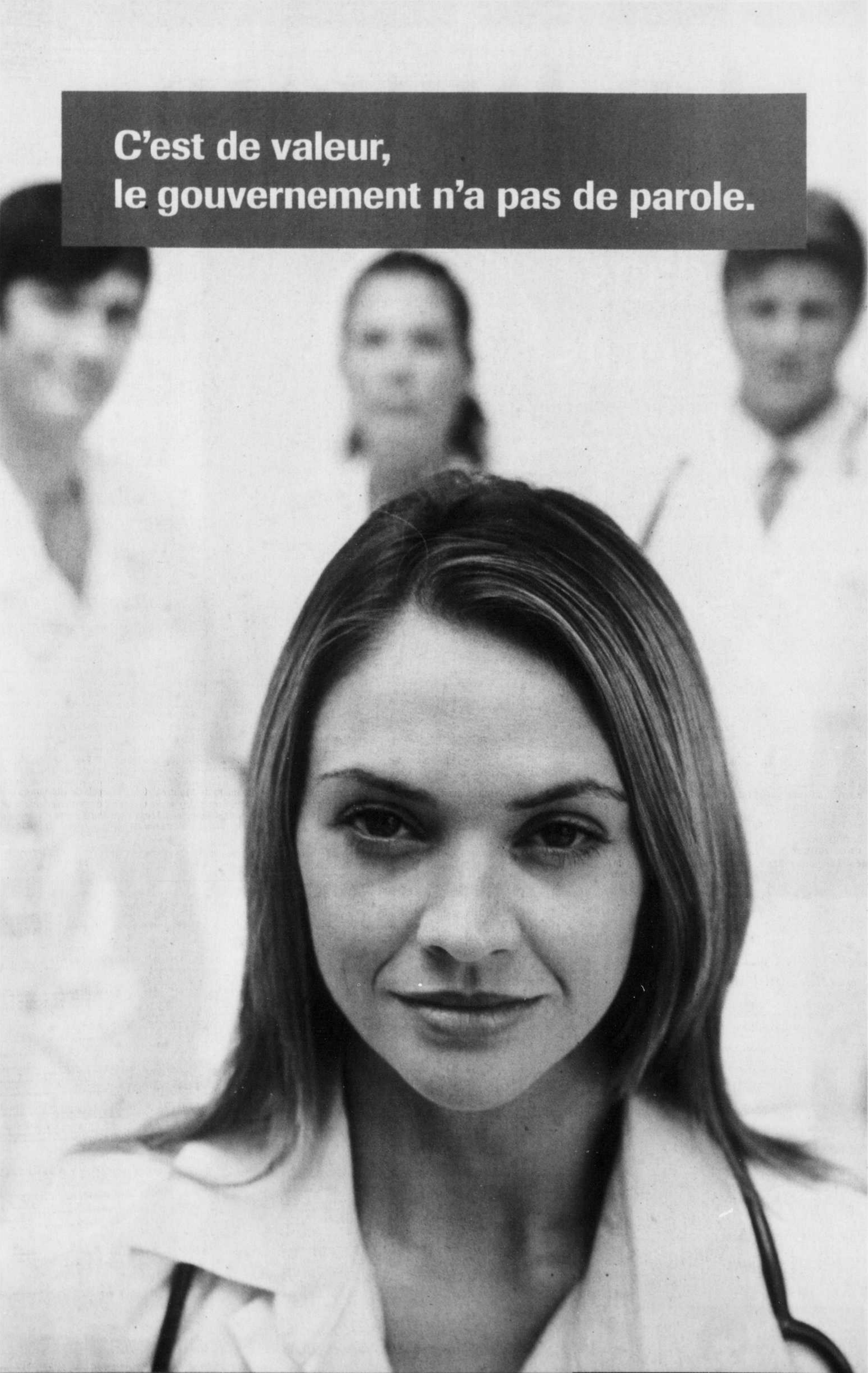
Fleurs comestibles Du jardin à la table Mélinda Wilson 256 pages • 24,95 \$ www.editionsfides.com



INDEX

Actualités... A 4	Idées... B 5
Annonces... C 8	Monde... A 8
Avis publics... C 6	Mots croisés... C 6
Bourse... C 4	Météo... C 7
Carrières... C 3	Perspectives... B 1
Décès... C 8	Rencontres... D 2
Économie... C 1	Sports... C 7
Éditorial... B 4	Sudoku... D 3

7 8513 00069 4

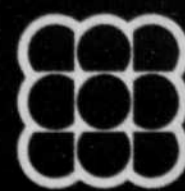


**C'est de valeur,
le gouvernement n'a pas de parole.**

Le gouvernement renie l'engagement formel qu'il a pris envers nous, médecins spécialistes, en signant l'entente de février 2003.

Manquer à sa parole est inadmissible et contraire à nos valeurs. Manquer à sa parole, c'est une question d'honneur.

En fin de compte, c'est de valeur pour tout le monde.



FÉDÉRATION
DES MÉDECINS
SPÉCIALISTES
DU QUÉBEC

Des gens de valeur

www.fmsq.org

POLITIQUE

Bijouterie Gambard
630-A RUE CATHART, CENTRE-VILLE
MONTREAL (514) 866-3876

ROLEX
Vente et service

Fin d'un litige vieux de 30 ans

Construction: le Québec et l'Ontario rétablissent les ponts

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le Québec et l'Ontario ont annoncé hier qu'ils ont mis fin à près de 30 ans de litige en ce qui concerne la circulation de la main-d'œuvre dans le secteur de la construction. L'entente conclue ouvre la voie à un marché ontarien de 10 milliards de dollars par année pour les entrepreneurs du Québec. Inversement, selon les chiffres du gouvernement Charest, le marché potentiel oscille entre 10 et 11 milliards de dollars par année.

« C'est très significatif. [...] C'est une victoire pour le Québec et l'Ontario. »

Les deux premiers ministres, réunis à Ottawa pour l'occasion, manquaient de superlatifs pour qualifier cette entente. Les mots « historique », « page d'histoire », « célébration d'une grande amitié » et « journée importante pour l'histoire du Québec et du Canada » ont tous été employés. Les signatures au bas de l'entente, ainsi que des dix autres accords secondaires dans plusieurs autres domaines, ont été apposées par près d'une vingtaine de ministres des deux gouvernements.

« Je suis fier de rétablir les ponts, dans tous les sens du mot, et de faire prospérer nos économies », a lancé un Jean Charest fort souriant. « C'est très significatif. [...] C'est une victoire pour le Québec et l'Ontario », a-t-il dit. Son homologue ontarien, Dalton McGuinty, a quant à lui souligné que ce conflit sur la mobilité de la main-d'œuvre était « une nuisance aux relations » entre les deux capitales.

Recommencer à soumissionner

L'entente permet aux entreprises de construction du Québec de recommencer, d'ici 30 jours, à soumissionner sur les contrats publics du gouvernement ontarien. Ecoles, immeubles, barrages électriques, centrales thermiques,

maisons, commerces... tout sera dorénavant ouvert. Selon une source au sein du gouvernement Charest, le marché potentiel oscille entre 10 et 11 milliards de dollars par année.

En revanche, les entrepreneurs ontariens, qui avaient déjà un accès important au marché de la construction au Québec, voient leurs perspectives s'ouvrir encore davantage. Ainsi, même si l'Ontario pouvait déjà soumissionner dans un marché québécois d'une valeur de six à sept milliards par année, il peut maintenant ajouter 675 millions à la cagnotte. Les contrats de construction de plus de 100 000 \$ qui touchent la Société des alcools, Loto-Québec et la CSST sont maintenant ouverts, ainsi que certains contrats à grande échelle d'Hydro-Québec.

Hydro-Québec

Dans le cas des contrats d'Hydro-Québec, les entreprises ontariennes pourront être sur les rangs uniquement si l'appel d'offres est ouvert à toutes les régions du Québec ou à la région spécifique de l'Outaouais. De plus, 39 corps de métiers ontariens, la plupart non spécialisés, pourront venir travailler au Québec après avoir obtenu un certificat de qualification auprès de leur gouvernement. Ces ouvriers devront se syndiquer au Québec le temps de leur séjour, comme c'est le cas actuellement. D'ailleurs, la FTQ-Construction a bien réagi à l'entente dévoilée hier.

Le gouvernement du Québec affirme ne pas savoir avec précision à combien de travailleurs cette entente va profiter, ni à quel point ce changement de règles aura un effet sur l'économie de la province. Un haut fonctionnaire a toutefois soutenu qu'un déferlement d'entreprises ontariennes au Québec n'était pas à prévoir.

Le Devoir

Déséquilibre fiscal

Adressez-vous aux provinces, suggère Harper aux municipalités

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Les municipalités devront en premier lieu s'adresser aux provinces, et non à Ottawa, si elles veulent de nouvelles sources de revenu, a prévenu hier Stephen Harper, de passage au congrès de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), qui s'ouvrait hier à Montréal.

« Les villes relèvent des provinces et ces dernières ont aussi des sources de revenu. C'est là que les discussions doivent se tenir en premier lieu », a déclaré hier le premier ministre en réponse aux maires des grandes villes qui souhaitent bénéficier d'une part des revenus fiscaux tels la taxe de vente ou les impôts.

Le premier ministre a néanmoins accueilli favorablement la demande des élus municipaux qui souhaitent être consultés dans le cadre des discussions sur le déséquilibre fiscal.

« Le déséquilibre fiscal n'est pas juste une question fédérale-provinciale, cela concerne les relations entre tous les ordres de gouvernement », a-t-il déclaré aux maires de quelque 1300 municipalités réunis en congrès à Montréal, en promettant que la FCM serait consultée dans les prochains mois.

Une promesse

Faisant écho à l'argumentaire des maires quant à l'existence de chevauchements entre les trois ordres de gouvernement, Stephen Harper a promis que désormais le fédéral se mêlera de ses affaires et concentrera ses dépenses dans ses propres champs de compétence, tels « les autochtones, la sécurité aux frontières et nos forces armées ».

Il a fait valoir qu'Ottawa avait réussi à équilibrer son budget en réduisant les transferts aux provinces, ce qui s'est ensuite répercuté sur les municipalités. « Nos rôles et compétences dans nos



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le premier ministre était de passage à Montréal hier.

champs respectifs sont brouillés, nos arrangements budgétaires, déséquilibrés et nos relations politiques, tendues », a affirmé M. Harper.

Maintenant que la situation financière du gouvernement fédéral ainsi que celles de la plupart des provinces a été redressée, il faut « s'assurer d'un financement à long terme prévisible pour tous les ordres de gouvernement ».

Si de telles déclarations sonnaient comme de la musique aux oreilles des élus municipaux, la suite avait cependant de quoi les refroidir un peu. À ceux qui rêvent d'une manne fédérale, M. Harper a rappelé que sa politique de réduction des impôts et des taxes devrait faire fondre les surplus budgétaires fédéraux.

Cette déclaration lui a valu les foudres du chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton. « Il n'y aura pas de déséquilibre parce que le fédéral n'aura pas de fonds. Les municipalités n'auront plus de possibilités d'avoir des investissements de la part du fédéral dans leur priorité. Je suis surpris qu'il vienne ici livrer un tel message », a lancé M. Layton, qui s'adressait lui aussi aux membres de la FCM, dont il

était un membre actif il y a quelques années seulement.

Le modèle québécois

Fidèle à son habitude, Stephen Harper n'a pas manqué l'occasion de lancer des fleurs à son homologue provincial Jean Charest. Il a cité en exemple le partenariat financier signé il y a quelques semaines entre Québec et les municipalités. « S'il existe un modèle pour l'avenir des relations intergouvernementales, il se trouve ici, au Québec », a fait valoir M. Harper, soulignant que cette entente intervient dans une province connue pour « garder jalousement ses compétences ».

Par le biais du partenariat, Québec exempte les villes de payer la taxe de vente, à l'instar de ce qu'a fait le gouvernement fédéral l'an dernier. On prévoit également de consulter davantage les villes lorsque des politiques nationales peuvent les affecter.

Le maire de Montréal, Gerald Tremblay, était cependant un peu moins dithyrambique à l'égard du partenariat: « Jean Charest a fait son possible, dans la situation financière actuelle. On espère que les

discussions vont prendre en considération les besoins des villes lorsque le gouvernement du Québec va discuter avec le gouvernement canadien », a-t-il affirmé. Il a précisé que les villes n'exigent pas d'ententes directes avec le fédéral pour bénéficier de nouvelles sources de revenu.

Relations tendues avec les médias

Cette sortie à Montréal du premier ministre Stephen Harper survient moins d'une semaine après qu'il eut annoncé qu'il s'adresserait à la population par le biais des médias régionaux et non de la presse parlementaire. C'est que les relations sont particulièrement tendues entre les journalistes de la colline parlementaire et l'équipe de M. Harper. Les journalistes ont refusé de se plier à la nouvelle règle instaurée par l'équipe Harper voulant qu'ils inscrivent leur nom sur une liste tenue par l'attaché de presse du premier ministre avant le point de presse pour pouvoir poser leurs questions.

Le point de presse de M. Harper a été particulièrement court hier à Montréal, la plupart des journalistes présents ayant reçu la consigne de leurs éditeurs de ne pas s'inscrire sur la fameuse liste, emboitant ainsi le pas à leurs collègues de la Tribune parlementaire à Ottawa. Seulement quatre questions ont donc été posées au premier ministre hier, dont une provenant d'un journaliste d'une émission communautaire destinée à la communauté iranienne.

Le premier ministre s'est permis une petite boutade sur le sujet devant l'assemblée de la FCM. Il a souligné que, si les élus municipaux sont aux prises avec des appels de citoyens en colère à cause de routes enneigées, il a quant à lui à composer avec davantage de journalistes.

Le Devoir

Fondation Humanitas
Cours bilingues de latin, grec ancien
3 au 21 juillet (jour)
La Grèce antique et le cinéma contemporain
Lundi soir 19h - 21h
18 septembre au 11 décembre
100\$ par cours
7272, rue Sherbrooke Ouest (Mtl)
Renseignements : (450) 445-8897

Restauration
Argenterie, luminaire, verrerie, œuvres d'arts, cristal, artefact, horlogerie, porcelaine, objets décoratifs, poupées, tableaux, boîtes musicales, radios.
Anciens et contemporains
Nous restaurons tout... sauf les cœurs brisés!
4652, boul. Décarie, Montréal
514-484-8332
www.themrfixit.com
DEPUIS 1953

L'électricité
Onil MORIN
Collection Sciences physiques
L'ÉLECTRICITÉ
Formation générale des adultes • 4^e secondaire
En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

CÉGEP MARIE-VICTORIN
Expérience africaine
Vous avez le goût de vous engager dans une communauté africaine selon vos intérêts et vos champs d'expérience?
Le Centre éducatif Inter-Âge et le Bureau de développement international du Cégep Marie-Victorin vous offrent l'opportunité de vivre une expérience unique!
Un séjour de 6 à 8 semaines au Bénin ou au Burkina Faso, de la mi-octobre à la mi-décembre 2006
Coût : 4 995 \$ (tout inclus : taxes, activités pré-départ, avion, hébergement, visite touristique, bref séjour à Casablanca)
Projet de bénévolat offert aux personnes de 50 ans et plus avec hébergement dans une famille d'accueil
RENSEIGNEMENTS : M^{me} Jocelyne Dionne (514) 278-3535, poste 232 ou sans frais : 1-800-700-0623

Presses de l'Université du Québec

Imaginaires métissés en littérature pour la jeunesse
Sous la direction de Noëlle Sorin
Préface de Françoise Lepage
24\$

L'innovation en formation à l'enseignement
Sous la direction de Jean Loisel, Louise Lafortune et Nadia Rousseau
39\$

Transformation des pratiques éducatives
La recherche sur l'échec scolaire
Sous la direction de Carmen Dionne et Nadia Rousseau
42\$

La formation à l'enseignement des sciences et des technologies au secondaire
Dans le contexte des réformes par compétences
Sous la direction de Abdelkrim Hasni, Yves Lenoir et Joël Lebeaume
40\$

La violence au préscolaire et au primaire
Les défis et les enjeux de la collaboration entre l'école et les parents
Maryse Paquin et Marie Drolet
Avec la collaboration de Rachel Hasan
Préface de Égide Royer
39\$

Commandez en ligne et économisez 10%
www.PUQ.ca
Commande téléphonique
1 800 859.7474

juin à Québec au PORT-ROYAL
Spécial 169\$
Séjour pour 2 pers. incluant : 2 petits déjeuners à la carte
Aussi disponibles suites pour 4 à 6 pers.
LE PORT-ROYAL Hôtels & Suites
Validé jusqu'au 30 juin 2006
1 866 417-2777
www.hotelportroyalsuites.com

POLITIQUE

Politique étrangère, défense et Sénat

Roméo Dallaire accuse Harper d'être irresponsable

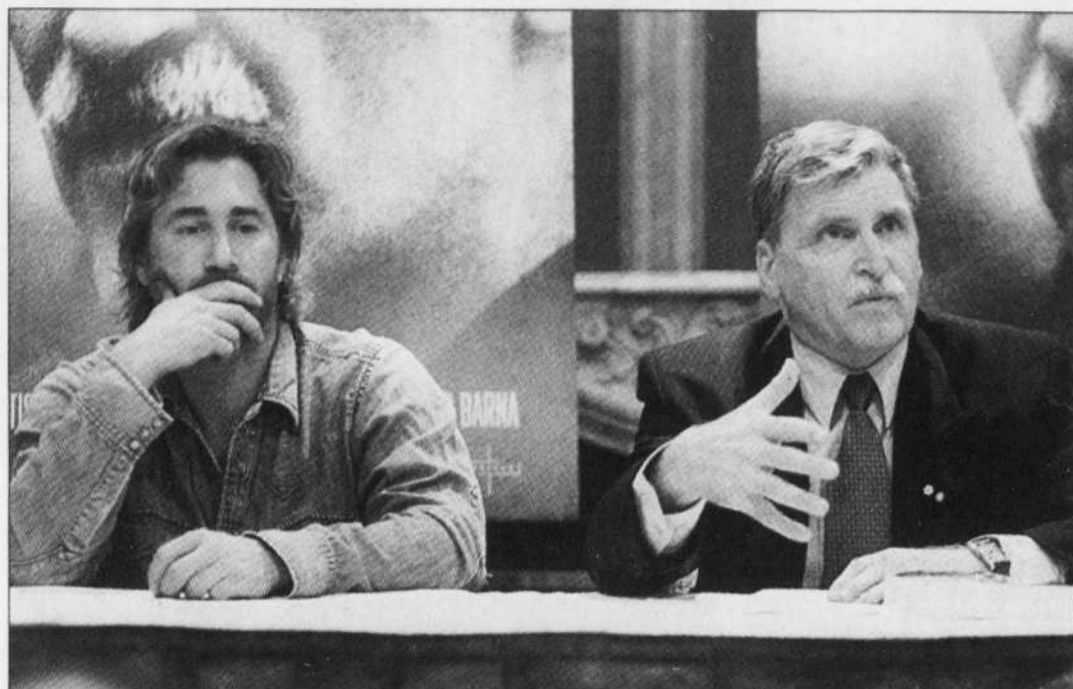
Le général à la retraite et sénateur libéral Roméo Dallaire accuse Stephen Harper de manquer de courage et de se comporter de façon irresponsable en matière de politique étrangère, de défense et en ce qui concerne la réforme du Sénat.

De passage à Montréal pour présenter le film qui sera tourné prochainement sur sa tragique mission au Rwanda, le général Dallaire a vivement critiqué la manœuvre du premier ministre de soumettre la prolongation de la mission canadienne en Afghanistan au vote des députés.

M. Dallaire, qui appuie la prolongation, estime qu'il s'agissait là d'une tactique irresponsable et basement partisane qui ne visait qu'à diviser les libéraux, puisque cette décision était la responsabilité du cabinet. Il a qualifié le tout de manque flagrant de courage.

Armée négligée

Par ailleurs, il a dénoncé le fait que le financement additionnel de la Défense, prévu dans le dernier budget, n'entrera en vigueur que dans trois ans, faisant valoir que l'armée a besoin de recrues dès maintenant. Il ajoute que ce gouvernement, tout comme les précédents, a laissé déperir l'armée canadienne, qui aurait dû jouer un rôle significatif au Darfour et au Congo, où les popula-



Roméo Dallaire était de passage à Montréal hier pour présenter le film qui sera tourné prochainement sur sa tragique mission au Rwanda. L'acteur Roy Dupuis, à sa droite, jouera le rôle du général à la retraite.

tions sont décimées par des conflits internes.

Quant à la réforme du Sénat que propose M. Harper, il estime qu'il s'agit là d'un autre exemple de manque de courage. Le général Dallaire fait valoir que, pour

modifier le Sénat, il aurait fallu ouvrir la Constitution et procéder à une réforme en profondeur plutôt que de «tripoter» à la périphérie, selon son expression, en limitant le temps durant lequel les sénateurs peuvent siéger. Il y voit une

tentative de se faire du capital politique à court terme plutôt qu'une volonté d'améliorer les structures du pays après une réflexion en profondeur.

Presse canadienne

ÉDUCATION

Les jeunes péquistes veulent des écoles ouvertes de 8h à 17h

KATHLEEN LÉVESQUE

Les jeunes péquistes proposent que les écoles primaires et secondaires soient ouvertes de 8h à 17h, ce qui permettrait d'ajouter un choix d'activités parascolaires et sportives ainsi qu'une aide accrue aux devoirs après les heures de classe. Il s'agirait d'une obligation entièrement financée par l'État.

C'est dans le cadre du rassemblement des jeunes du Parti québécois qui se déroulera en parallèle au conseil national de la fin de semaine prochaine, dont le thème sera l'éducation, que cette proposition sera débattue. Le président du Conseil national des jeunes (CNJ), Mathieu Jeanneau, souhaite en faire une «proposition phare» qui deviendrait la grande priorité du Parti québécois aux prochaines élections. En vertu des nouveaux statuts du PQ, les jeunes détiennent le tiers des votes lors des conseils nationaux.

«On souhaite d'abord faire adopter le principe. Par la suite, il y aura du travail pour préciser le coût de la mesure en vue de la campagne électorale. On considère qu'on a aussi un changement important à faire au Québec: il faut que l'éducation soit vue comme un investissement», a expliqué M. Jeanneau lors d'une conférence de presse hier.

Combattre le décrochage

Concrètement, l'idée des écoles ouvertes de 8h à 17h figure comme moyen pour contrer le décrochage scolaire. C'est également une façon d'adapter l'école à la réalité des familles où, souvent, les deux parents travaillent. Il s'agit d'une mesure de conciliation travail-famille, estime M. Jeanneau.

Dans le texte de la proposition qui sera soumise vendredi prochain aux quelque 200 jeunes militants péquistes, puis le lendemain à l'ensemble des délégués du conseil national, on souligne également que l'augmentation du sport parascolaire est «une pièce maîtresse pour l'amélioration de la santé des enfants».

«Plutôt que le jeune arrive de l'école à 3h30 avec la clé dans le cou et s'installe devant la télévision, on considère que c'est le rôle de l'école d'encadrer sur une plus longue période l'éducation des jeunes», a précisé Mathieu Jeanneau.

Cette mesure ne serait pas facultative. Tous les enfants du primaire et du secondaire seraient tenus d'être à l'école jusqu'à 17h. Le programme d'activités ne serait toutefois pas universel; les écoles auraient la marge de manœuvre nécessaire pour offrir un peu plus de ceci et un peu moins de cela.

Un tel changement risque d'entraîner sinon la disparition des services de garde en milieu scolaire, du moins une réorganisation complète. M. Jeanneau estime que les activités qui y sont offertes à l'heure actuelle sont insuffisantes et qu'elles ne rejoignent qu'une portion de la population.

Quant à l'épineuse question du financement des écoles privées, qui sera également abordée par les militants péquistes, Mathieu Jeanneau refuse de se prononcer pour l'instant, lui qui a fait son condaire dans un collège privé. Après une tournée de consultation, il constate que la volonté de couper les vivres aux écoles privées ne fait pas consensus. Le rassemblement des jeunes adoptera une position vendredi prochain.

Le Devoir

Viellissement

Montréal accueillera un important congrès

La candidature de Montréal a été retenue à titre de ville hôte du congrès de la Fédération internationale du vieillissement de l'ONU, qui aura lieu en juin 2008. Le congrès portera sur le design adapté au vieillissement de la population.

De passage à Copenhague pour le congrès de cette fédération, Benoit Labonté, maire de l'arrondissement de Ville-Marie et membre du comité exécutif de Montréal, s'est réjoui de la décision, confirmée cette semaine. «Cela confère énormément de visibilité à Montréal. On accueillera 5000 congressistes. C'est une bonne occasion de démontrer notre expertise», a fait valoir M. Labonté en rappelant que Montréal a récemment été désignée «ville de design» par l'UNESCO.

Aménagement du territoire

Au congrès de Montréal, on traitera notamment de l'aménagement du territoire pour répondre aux besoins des citoyens âgés, du mobilier urbain et des transports en commun. L'événement sera accompagné d'un salon du design auquel participeront 2000 exposants. Le salon aura ensuite lieu tous les trois ans dans la métropole.

Le Devoir

Menace d'une loi spéciale

Québec utilise une méthode éprouvée contre les médecins

ROBERT DUTRISAC

Québec — Le gouvernement Charest entend employer la même méthode avec les médecins qu'avec les employés de l'État: négocier le couteau sur la gorge en brandissant la menace d'une loi spéciale qui pourra être adoptée avant la fin de la présente session parlementaire.

«L'État doit toujours être prêt à prendre ses responsabilités», a dit Philippe Couillard aux journalistes quand on lui a demandé si les médecins pourraient connaître le même sort que les employés de l'État, qui se sont fait imposer leurs conditions salariales jusqu'en 2010 par une loi spéciale adoptée à la toute fin de la session en décembre.

Philippe Couillard n'a pas nié que son gouvernement veut en finir avec ces négociations dès ce printemps et qu'il n'a pas l'intention de prolonger les échanges cet automne. «Il vient un moment où on constate que le processus de négociations est arrivé au bout de ses possibilités mais, pour conclure de cette façon, il y a encore devant nous plusieurs jours», a-t-il dit.

Le ministre n'a pas nié non plus que le texte de la loi spéciale est fin prêt. «Un gouvernement se prépare toujours de façon responsable à toute éventualité», a rappelé M. Couillard sentencieusement.

L'heure est aux négociations avec la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ). «Il y a eu des conversations informelles qui vont déboucher au cours des prochaines heures sur de véritables négociations extrêmement intenses», a soutenu M. Couillard, qui a insisté sur la volonté du gouvernement d'en arriver à une entente négociée.

À la FMSQ, on reconnaît tout au plus qu'il y a eu hier des «échanges informels» avec les négociateurs gouvernementaux. La fédération continue de réclamer la médiation, une demande que Philippe Couillard a déjà rejetée une première fois cette semaine. Dans un communiqué diffusé hier après-midi, l'organisme syndical rappelle que le gouvernement a signé une entente en avril 2003 dans laquelle il a été convenu qu'une partie peut en tout temps de-

mander l'intervention d'un médiateur. «Nous avons une entente signée, la médiation en fait partie. Il s'agit à présent d'enclencher le processus», écrit le président de la FMSQ, le D' Yves Dugré.

Signée avec le précédent gouvernement, cette entente vise à corriger les «écarts reconnus par les parties» entre la rémunération des médecins spécialistes du Québec et celle de leurs confrères des autres provinces. En novembre 2004, un rapport d'un comité indépendant avait conclu à l'existence d'un écart variant de 26 % à 38 %, ce qui représente un débours de 500 à 700 millions pour l'État.

«On a un cadre financier limité, alors il faut le respecter», a répété hier M. Couillard. «Plus on met de l'argent dans la rémunération, que ce soit [celle] des médecins ou [celle] d'autres corps professionnels, moins on a de marge disponible pour améliorer les services, dont, particulièrement, le temps d'ouverture des salles d'opération, l'accessibilité aux chirurgies.»

Le gouvernement a offert aux médecins spécialistes une hausse de 8 % répartie sur six ans, soit une augmentation identique à celle imposée aux employés de l'État. À cela s'ajoutait une somme de 169 millions pour diverses mesures ciblées. La FMSQ a rejeté cette offre il y a deux semaines pour ensuite demander une cotisation spéciale de 2000 \$ à ses 8000 membres, soit une somme de 16 millions, dans le but de livrer une âpre bataille marquée, notamment, par une campagne de publicité-choc dont la première vague a créé des remous.

Quant aux membres de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ), ils sont en train d'étudier une proposition gouvernementale qui ne semble guère les réjouir. De surcroît, le président de la FMOQ, le D' Renald Dutil, a dit sentir «le glaive d'une loi spéciale au-dessus de nos têtes». Les 7800 membres ont jusqu'au 9 juin pour se prononcer par la poste et leurs délégués régionaux se réuniront le 14 juin pour disposer de la proposition du gouvernement.

Le Devoir

Sentiers de VTT

Les deux organisations municipales se crèpent le chignon

Québec — Les deux organisations municipales du Québec sont à couteaux tirés au sujet de l'intention du gouvernement de suspendre les droits civils des résidents pour protéger le passage des motoneiges et des VTT à proximité des habitations.

«Quand une chose a de l'allure, on le dit; quand cela n'a pas d'allure, il faut le dire aussi», a lancé le président de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), Bernard Généreux, en entrevue à la Presse canadienne, faisant allusion à la principale disposition du projet de loi 9 de la ministre déléguée aux Transports, Julie Boulet.

Le projet de loi sur les véhicules hors route prévoit en effet la suspension jusqu'en 2011 du droit des citoyens d'entreprendre des recours judiciaires pour des inconvénients liés au bruit ou à la pollution des motoneiges et des

quads circulant sur les sentiers régionaux.

De cette façon, le gouvernement veut mettre les municipalités à l'abri des recours collectifs, le temps que les régions définissent de nouveaux tracés de sentiers autour des zones habitées.

Mais priver les citoyens de leurs droits fondamentaux pendant cinq ans «n'est pas une bonne façon de régler le dossier», estime M. Généreux, qui juge au contraire que cette disposition «va mettre de l'huile sur le feu».

S'il faut absolument protéger les municipalités des poursuites, l'immunité ne devrait pas dépasser 15 mois, pense le président de la FQM, une organisation regroupant près de 900 municipalités, pour la plupart rurales, au Québec.

«Le problème, c'est le tracé des sentiers. Si on fait des autoroutes, on doit être capable de faire des sentiers! Alors, mettons tout le monde au travail avec une obligation de résultat», a soutenu M. Généreux, maire de Saint-Prime, au Lac-Saint-Jean.

L'UMQ est consternée

Cette brèche dans l'unanimité du monde municipal consterne le président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), Robert Coulombe, dont l'organisation est inconditionnellement favorable au projet de loi. «M. Généreux parle en son nom personnel. Nous, à l'UMQ, nous représentons 70 % de la population», a fait remarquer, au bout du fil, le président du regroupement des villes les plus peuplées.

Limiter à 12 ou 15 mois l'immunité pour les municipalités, comme le suggère M. Généreux, ne serait pas suffisant pour régler le dossier à long terme, évalue le président de l'UMQ. «Il faut quatre mois pour faire un simple changement de zonage, alors imaginez pour la mise en place des réseaux interrégionaux de sentiers», a dit M. Coulombe.

Le projet de loi 9 fixe à cinq ans l'immunité mais prévoit une révision du délai dans trois ans. Avec un peu de chance, les municipalités parviendront à compléter le processus en trois ans, «mais il faudra enfoncer le pied sur l'accélérateur», a souligné le leader de l'UMQ.

À l'Assemblée nationale, la sortie de M. Généreux contre le projet de loi de la ministre Boulet a apporté de l'eau au moulin de l'opposition péquiste.

Presse canadienne

SHIRT PASSION ■ SANDRO ■ VERTIGO ■ OUI ■ TOMBOLINI ■ GLORIA GAUDETTE ■ PATRICK GÉRARD ■ ETC. ■

■ THIERRY MUGLER ■ FRANCESCO SMALTO ■ REPORTER ■ TOMBOLINI ■ SAN REMO ■ TORRAS ■ KENNETH COLE ■ ETC. ■

doice doice

Doice ANNA Pour Elle 277, av. Laurier O. 270-6154 Centre de Commerce Mondial 844-9125

Doice UOMO Pour Lui Centre de Commerce Mondial 281-7999 5107, av. du Parc (angle LaSalle) 277-7558

• POLITIQUE •

Financement des partis politiques

Kingsley réplique à Pierre-F. Côté

HÉLÈNE BUZZETTI

d'avoir confiance et de ne pas se traîner pendant dix ans, que personne ne trouvera davantage à faire une dénonciation pendant dix ans.

Le cas Volpe

Dans son témoignage rapporté hier en ces pages, Pierre-F. Côté expliquait qu'il était fréquent au Québec que des membres d'une entreprise contribuent aux partis politiques puis se fassent rembourser secrètement par leur employeur, ce qui est illégal. M. Côté en arrive à la conclusion qu'il faudrait permettre aux entreprises de financer les partis, à raison de 5000 \$ ou 10 000 \$ par année.



Jean-Pierre Kingsley

Le cas du candidat au leadership libéral Joe Volpe illustre à merveille les propos de Pierre-F. Côté. Pour le lancement de sa campagne, M. Volpe a reçu 29 dons de 5400 \$ (le maximum permis par la loi). Or vingt de ces dons provenaient de personnes liées à la direction d'une même entreprise, le fabricant de produits pharmaceutiques Apotex. Il s'agissait de cinq hauts dirigeants ainsi que de leurs épouses et de leurs enfants, dont deux jumeaux de 11 ans. Il fallait faire des recherches sur Internet pour découvrir les liens entre ces personnes.

Sans vouloir commenter cette affaire, M. Kingsley voit au contraire dans l'étalement au grand jour de cette histoire la preuve que le système actuel fonctionne. Mais n'est-il pas plus facile de vérifier l'implication d'une entreprise auprès d'un parti si celle-ci est nommée dans les registres plutôt que de devoir parcourir d'interminables listes de donateurs personnels et débusquer les liens entre certains d'entre eux?

M. Kingsley répond ceci. «Vous, vous ne connaissez pas les avocats de Vancouver, mais les candidats de Vancouver connaissent les bureaux d'avocats.»

Le projet de loi sur l'imputabilité, au cœur de toute cette histoire, prévoit ramener de 5400 \$ à 1000 \$ le plafond des dons permis et éliminer complètement les dons d'entreprises et de syndicats.

Le Devoir

Réforme du Sénat

Pas sans les provinces, prévient Charest

Mais dans une entrevue accordée au *Globe and Mail* plus tôt cette semaine, Stephen Harper est allé beaucoup plus loin dans l'élaboration de sa vision pour le Sénat. Il a dit: «Ce premier ministre veut envoyer au Sénat des sénateurs élus, alors je regarde une manière de consulter la population à travers un processus qui nous guidera sur les choix à faire pour le Sénat.» Et il a ajouté: «C'est quelque chose que le fédéral peut faire seul. Évidemment, si les provinces veulent participer au processus, on peut trouver un moyen de le faire, mais nous pensons que le gouvernement peut aller de l'avant seul. On a la capacité de créer un Sénat élu.»

Mauvais accueil

Québec et Toronto se sont bien gardés de lancer des pierres au gouvernement fédéral hier pour ne pas dévier l'attention de leur annonce sur la mobilité de la main-d'œuvre; mais visiblement la détermination solitaire d'Ottawa n'est pas bien reçue. MM. Charest et McGuinty ont tous les deux contredit Stephen Harper, soutenant que les provinces devraient être plus que consultées s'il espère créer un Sénat élu. «S'il veut aller plus loin [que restreindre les mandats des sénateurs] et que ça prend une ronde constitutionnelle, on le fera lorsque le fruit sera mûr et ce n'est pas le cas. [...] S'il veut une réforme du Sénat, il aura besoin des provinces», a affirmé Jean Charest. Dalton McGuinty a ajouté que les provinces allaient devoir définir ce qui peut être fait avec ou sans elles, ce qui n'est pas tout à fait clair actuellement, a-t-il dit.

Et qu'est-ce que le Québec voudrait voir dans une éventuelle réforme du Sénat? Le premier ministre a refusé de répondre. «Je ne veux pas entrer dans tous les débats passés du Sénat, a dit Jean Charest. Le pays n'est pas prêt en ce moment pour une réforme constitutionnelle. On peut faire beaucoup de spéculations avec des "si", mais on n'ira pas loin. On n'en est pas là. Et quand on y sera, on verra ce qu'il y a sur la table.» Depuis longtemps, le Québec désire pouvoir nommer lui-même les sénateurs, mais Jean Charest n'y a pas fait allusion hier.

Message à Harper à propos de Kyoto

Les deux premiers ministres ont également lancé une flèche à Stephen Harper dans le domaine environnemental. Jean Charest a

martelé que le Québec voulait être traité équitablement par rapport à l'Ontario. «Si l'Ontario reçoit ses millions pour lutter contre les changements climatiques, il serait juste équitable qu'on l'aie aussi», a-t-il dit. Le gouvernement fédéral précédent s'était en effet entendu pour verser 538 millions de dollars à Toronto dans le cadre d'une entente sur la mise en œuvre de Kyoto. Le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, a soutenu il y a quelques semaines que l'argent serait versé comme prévu, mais une lettre confidentielle qu'il a envoyée à son homologue ontarien et qui a fait l'objet d'une fuite dans les journaux torontois témoignait du contraire. Il n'a pas été possible d'éclaircir l'ambiguïté dans ce dossier hier.

Dalton McGuinty a toutefois lancé un message clair à Stephen Harper. «Le premier ministre Harper doit comprendre que les provinces veulent aller de l'avant avec Kyoto, mais que nous avons besoin du fédéral pour y arriver», a-t-il dit. Ottawa, depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, ne veut plus atteindre les objectifs de réduction de ce protocole international qu'il a pourtant ratifié.

Le Devoir

Centrales nucléaires

Ottawa dépensera 520 millions pour faire le ménage

Ottawa — Le gouvernement fédéral dépensera 520 millions de dollars sur cinq ans pour nettoyer les centrales nucléaires exploitées par Énergie atomique du Canada limitée (EACL).

L'agence a indiqué que certains des édifices qui datent des années 1940 seront démolis et que de nouveaux équipements seront construits pour traiter et entreposer les déchets radioactifs. Le program-

me ne vise pas cependant la gestion des résidus de combustion dans les réacteurs Candu, lesquels sont du ressort d'une autre agence.

EACL est notamment responsable du Laboratoire nucléaire

de gouvernement à Chalk River, en Ontario, du Laboratoire Whiteshell, à Pinawa, au Manitoba, et de trois réacteurs prototypes situés au Québec et en Ontario.

Certains des résidus radioac-

tifs ont été produits avant la création d'EACL, alors que d'autres proviennent de laboratoires de recherche universitaires et médicaux.

Presse canadienne

Tapis 3 pour 1
SOUS-TAPIS GRATUIT
INSTALLATION GRATUITE

- Stores
- Prêlart
- Carpettes
- Céramique
- Bois Flottant
- Rideaux
- Ens. Douillette
- Couvre-Lit
- Résidentiel
- Commercial

CLAUDE BOUCHARD
2362 BEAUBIEN EST, MTL.
Informations et rendez-vous 514 231-8677



Ginette LEGAULT

MAÎTRISER LA GRAMMAIRE

Pour se familiariser avec l'utilisation de la grammaire.

Cahier (164 p.) - Corrigé (40 p.)
Vendu dans un ensemble au prix de 20,40 \$

GUÉRIN, éditeur ltée
(514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Vieux Québec

99\$

... véritable musée à ciel ouvert, jalonné de multiples rues historiques aux boutiques raffinées. Vieux-Québec... son éventail culinaire distinctif... ses parcs romanesques. Chambre avec vue magnifique sur le Vieux-Québec et le Saint-Laurent. À partir de 99\$ en occupation simple, 119\$ en occupation double, gratuit pour les enfants accompagnés des parents, selon la disponibilité en juin. Piscine extérieure, gâteries et jeux pour les enfants.
1-800-447-2411

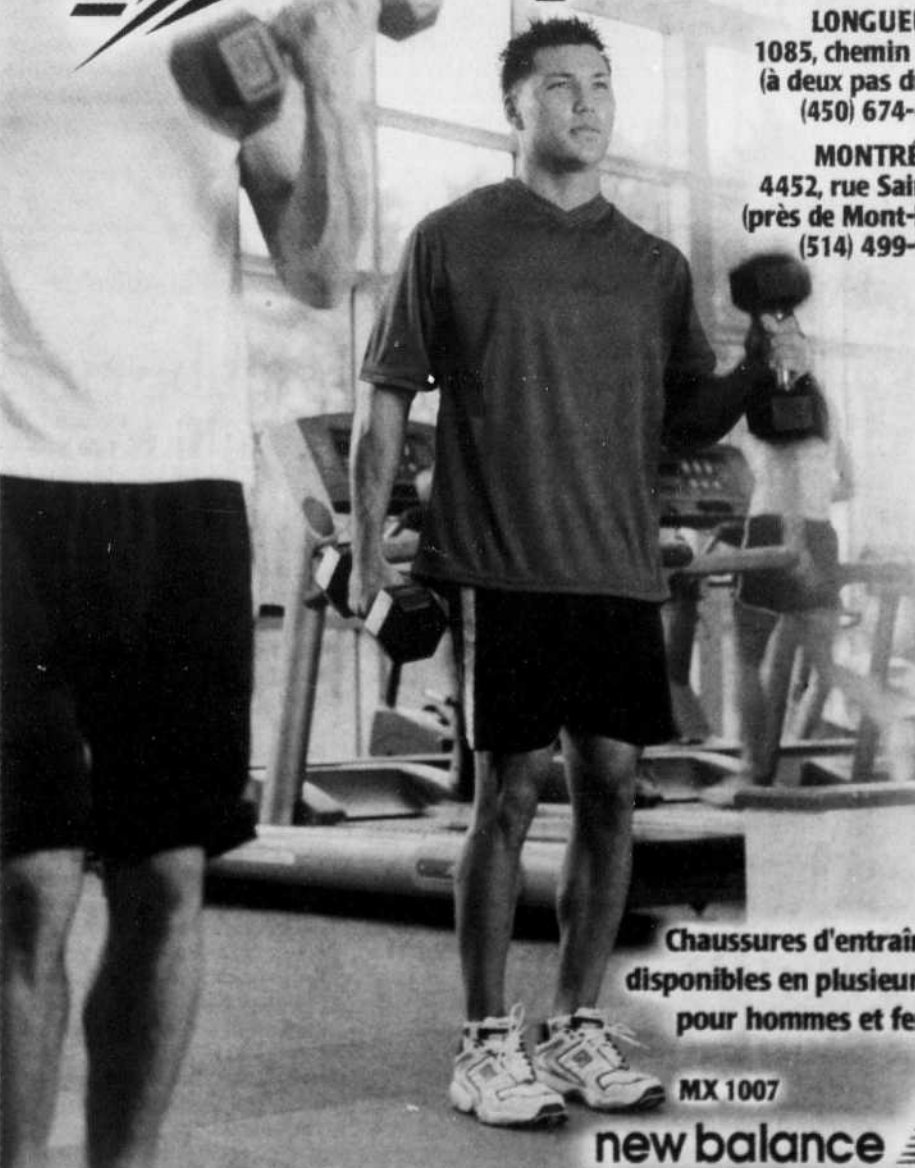


Hilton
sur Vieux-Québec
hiltonquebec.com

Boutique Courir

LONGUEUIL
1085, chemin Chambly
(à deux pas du Cégep)
(450) 674-4436

MONTREAL
4452, rue Saint-Denis
(près de Mont-Royal)
(514) 499-9600



Chaussures d'entraînement disponibles en plusieurs largeurs pour hommes et femmes.

MX 1007
new balance

Fête des Pères DIMANCHE LE 18 JUIN



La plus grande collection à Montréal



Façonnable

La collection de sportswear européen inspiré de la Riviera française.

OGILVY
monsieur

MODE INTERNATIONALE
ESPACE HOMME AU 4^e
St-Catherine O. et de la Montagne
Tél.: 514.845.4742 ogilvycanada.com

• LES ACTUALITÉS •

Entrevue avec le recteur de l'Université Laval

Michel Pigeon veut aller de l'avant malgré l'incertitude financière

«Je préfère qu'on se projette dans l'avenir et qu'on montre à quel point les universités sont des machines à préparer l'avenir.»

MARIE-ANDRÉE
CHOUINARD

Pressurisées par des difficultés financières, les universités évoluent tels des funambules sur un mince fil, tiraillées entre le respect de leurs valeurs profondes et des propositions de partenariat financier nécessaires à leur développement.

Voilà ce que croit le recteur de l'Université Laval, Michel Pigeon, qui juge cet équilibre «fragile», à une époque où la quasi-totalité des établissements universitaires du Québec adoptent des budgets déficitaires. «Plus on manque d'argent, plus ça fait pression sur nous. Évidemment que ça crée un équilibre fragile, mais ce n'est pas une raison pour refuser les partenariats qu'on nous propose», affirmait le recteur Pigeon lors d'une entrevue accordée récemment au Devoir. «C'est une raison toutefois pour être plus vigilant et pour revenir sans cesse à nos valeurs profondes.»

Ces jours-ci, il est impossible d'aborder un recteur d'université sans tenter de mettre le nez dans le budget qu'il administre. Laval, comme presque toutes les autres universités, doit composer avec un déficit plutôt que de profiter d'un surplus. Elle traîne une dette de 80 millions sur un budget total d'environ 400 millions.

«Ce n'est pas agréable, je souhaitais bien ne pas avoir ça derrière, mais ça ne nous empêche pas de vivre», explique le recteur, qui croit que «tout a été dit» sur les questions d'argent et souhaite plutôt aborder l'avenir sous un angle optimiste. «Je trouverais ça dommage qu'on ne cause que de ça parce que je préfère qu'on se projette dans l'avenir et qu'on montre à quel point les universités sont des machines à penser et à préparer l'avenir.»

Tentant partenariat

Reste qu'en l'absence totale de réinvestissement — les budgets provincial et fédéral n'ont pas comblé les attentes des recteurs d'université, loin de là —, les projets de développement s'accumulent et tardent à décoller. «Il y a des chances raisonnables d'espérer un véritable réinvestissement, parce que les gouvernements reconnaissent que nous surnageons, qu'on a de la misère à respirer, qu'on est dans le fond de la piscine», expose Michel Pigeon, qui concède que cette situation encore «tolérable» empêche tout investissement destiné à faire grandir l'établissement.

Devant une telle situation, le recteur convient qu'il est plus tentant de se laisser séduire par des projets de partenariat, «sans toutefois tomber en dehors de notre champ et de nos valeurs, qui

sont la créativité et la réflexion libre».

Interrogé sur le projet de supermarché-école qui liera son établissement à la chaîne Sobey's, M. Pigeon explique que l'industrie et l'université doivent se nourrir l'un de l'autre. «Mais il faut savoir que la société n'investira pas dans les universités sans imposer ses contraintes. Ça crée une zone grise, c'est certain, ça appelle à la vigilance, mais ça ne veut pas dire qu'on doit tout refuser.»

Culture à modifier

Alors que la mondialisation et les nouvelles technologies font rouler la planète à la vitesse grand V, les universités doivent modifier leur culture et s'adonner à une plus grande ouverture. «Je vois l'université du futur un peu à l'inverse de ce qu'elle était il y a 20, 30, 40 ans, avance-t-il. C'était un lieu clos, où on envoyait les étudiants se former; ils travaillaient là un moment et en ressortaient avec un diplôme. Je caricature, mais c'était foncièrement ça. Aujourd'hui, tout le monde veut mettre le nez à l'université; elle doit se prononcer sur la pauvreté dans le monde, on lui demande de régler le sort de l'environnement. La soif de connaissances de la société fait en sorte que l'université est devenue un moteur de développement économique, social et culturel.»

Sur l'échiquier mondial, l'université trône désormais en souveraine, percevant désormais tout le globe comme une source possible d'étudiants — 10 % des étudiants de Laval viennent de l'étranger.

«J'écoute les chercheurs parler et je constate que, si je tire toutes les ficelles qui les relient aux collègues de leur réseau mondial, c'est la planète en entier que nous couvrons. Les frontières n'existent plus. Vous ne pouvez plus considérer l'université en la limitant dans l'espace et le temps.»

Ce vent d'internationalisation contribue toutefois à la pression financière que subissent les établissements. «Les étudiants étrangers ont des besoins distincts: nous devons mieux les encadrer, veiller à ce qu'ils se sentent intégrés dans la société», ajoute le recteur.

Deuxième mandat?

Michel Pigeon, dont le premier mandat de cinq ans s'achèvera l'an prochain, refuse de se prononcer sur son avenir et la possibilité de briguer un deuxième mandat. «Disons que j'ai encore beaucoup d'enthousiasme et que je n'ai pas l'air trop fatigué, mais beaucoup de choses peuvent se passer en une année qui peseraient dans la balance», a répondu le recteur, qui doit «prendre une décision en janvier».

Le Devoir



JEAN AIRVAUX AGENCE FRANCE-PRESSE

Cette représentation d'un visage humain figurée sur une paroi pourrait être la plus ancienne connue au monde jusqu'à présent.

FRANCE

Une grotte vieille de 29 000 ans est découverte

PIERRE SAUVEY

Vilhonneur — La grotte pariétale préhistorique découverte à Vilhonneur (Charente), en France, a été datée à 27 000 ans avant Jésus-Christ et représente «un intérêt scientifique majeur», a annoncé hier le conservateur régional de l'archéologie de Poitou-Charentes, Jean-François Baratin.

Cette grotte, de 11 000 ans plus ancienne que Lascaux, est le deuxième cas au monde, après la grotte découverte à Cussac (Dordogne) il y a cinq ans, à présenter une association de squelette humain et de représentations pariétales en grotte profonde, pour cette période du gravettien (paléolithique supérieur).

Par ailleurs, une représentation d'un visage humain figurée sur une paroi «pourrait être la plus ancienne connue au monde jusqu'à présent», selon M. Baratin. Il s'agit «du mode le plus élémentaire de représentation, en utilisant une anomalie de la paroi», a expliqué le scientifique à Vilhonneur.

Deux coulées de calcite s'écartent, en formant comme une coiffe ou une chevelure qui entourent un visage où sont figurés deux traits horizontaux noirs pour les yeux, un trait vertical noir pour le nez, et un trait horizontal pour la bouche.

Une main droite négative noire, peinte par soufflage, constitue un autre élément remarquable. Plusieurs autres éléments pariétaux ont été découverts jusqu'à présent: quatre points rouges qui évoquent l'empreinte des extrémités de quatre doigts d'une main, six taches rouges recouvertes partiellement d'un voile de calcite, deux unités de points rouges, huit bâtonnets noirs alignés.

Un squelette entier d'un homme jeune a été retrouvé sur le sol de la grotte, où il a été déposé. Deux prélèvements de côtes ont été analysés par le laboratoire Beta Analytic de Miami, pour datation. Les résultats obtenus donnent un âge de 27 000 ans à cet individu.

Cinq squelettes de jeunes hyènes des cavernes ont également été trouvés dans une autre salle; ils ont pour l'instant été datés à environ 28 000 ans.

Révélee en février

La grotte de Vilhonneur a été découverte après trois années de travaux de dégagement par un groupe de spéléologues charentais, le 2 décembre 2005. C'est en fouillant du côté du Cro du Charnier, trou où les habitants jadis des bêtes mortes, qu'ils avaient repéré les dessins rupestres et des ossements divers dans une grande salle proche d'un lac souterrain.

Son existence a été révélée officiellement en février dernier et la grotte a été incorporée au domaine public de l'État par arrêté préfectoral le 12 mai dernier, en application pour la première fois de la loi de 2001 sur le patrimoine préhistorique.

La grotte va faire l'objet de travaux de sécurisation, avant d'importants travaux de recherche scientifique, à l'échelle internationale. Ceux-ci doivent être élargis à l'ensemble du réseau souterrain de Vilhonneur, qui compte déjà une autre grotte pariétale, la grotte du Placard (12 000 ans). Ces recherches scientifiques devraient durer plusieurs années, selon Jean-François Baratin.

Associated Press

La plus grande extinction de l'histoire

Un météore tombé en Antarctique a failli tuer toute vie, révèle une étude

Washington — Une équipe internationale de chercheurs a découvert en Antarctique la cause probable de la plus grande extinction de l'histoire de la Terre, qui aurait détruit entre 70 et 90 % des espèces de la planète il y a 250 millions d'années.

Ces scientifiques ont découvert dans le sous-sol de l'Antarctique les traces d'impact d'une comète géante ayant creusé un cratère représentant plus de deux fois la taille de la Suisse et qui serait responsable de l'extinction de l'ère géologique dite du Permien-Trias, selon une communication de l'université d'Etat de l'Ohio.

Ce cataclysme jugé responsable de la disparition de 90 % des espèces marines et de 70 % des espèces terrestres n'avait jusqu'ici encore aucune explication.

En s'écrasant, le météore aurait aussi déclenché le morcellement progressif du Gondwana, un supercontinent qui rassemblait la plupart des terres actuelles de l'hémisphère sud, dont l'Afrique, l'Amérique du Sud et l'Australie.

Selon les scientifiques, le cratère maintenant caché sous les glaces de l'Antarctique a environ 1,6 kilomètre de profondeur et aurait un diamètre de 483 kilomètres.

«Des mesures de gravité qui ont permis de découvrir son existence suggèrent qu'il aurait été créé il y a environ 250 millions d'années, au moment de l'extinction du Permien-Trias, quand presque toute vie animale sur Terre a disparu», précise l'université dans sa communication.

Agence France-Presse

L'INSTITUT DU NOUVEAU MONDE PRÉSENTE
DU 16 AU 20 AOÛT 2006 À MONTRÉAL
LA TROISIÈME ÉDITION DE

L'ÉCOLE d'ÉTÉ

UNE ÉCOLE DE CITOYENNETÉ AUX AIRS DE FESTIVAL

député global

Manifestez votre engagement
www.inm.qc.ca

VOUS AVEZ ENTRE 15 ET 30 ANS
Choisissez l'itinéraire JEUNE
Rédigez un manifeste sur ce que vous voulez voir changer au Québec et dans le monde

VOUS AVEZ PLUS DE 30 ANS
Choisissez l'itinéraire GRAND PUBLIC
Débattez avec les jeunes du contenu de leurs manifestes et discutez des grands enjeux de notre temps

Obtenez en prime un abonnement à *LeDevoir.com* jusqu'à la fin août, un exemplaire de *L'Annuaire du Québec 2006* et le sac en toile réutilisable de l'INM

LE DEVOIR **F**
PLUS
Des conférences, des séminaires, des ateliers, du théâtre, les ciné-débats à l'ONF

ONF
BBAN
F

L'INM fera de l'École d'été 2006 un événement carboneutre par l'entremise de Planetair

planetair

Inscrivez-vous maintenant!
www.inm.qc.ca

VENEZ ENTENDRE UNE CENTAINE DE CONFÉRENCIERS, DONT :
Andrée Ruffo, ex-juge à la Cour du Québec, Son Excellence Jean-Daniel Lafond, Philippe Couillard, ministre de la Santé et des Services sociaux, Thomas J. Mulcair, député et ex-ministre de l'Environnement, Axel Kahn, généticien français, Marie-Claude Prémont, juriste et vice-doyenne de l'Université McGill, Alexandre Trudeau, réalisateur, Geneviève Boutin, Programme des Nations Unies pour le développement, Ahmed Djoghlaif, secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, Jean Lapierre, ancien président du syndicat des cols bleus, Eugénie Brouillet, professeure de droit constitutionnel à l'Université Laval, Edgar Fruittier, animateur à la radio, Ilan Greifssammer, président du Centre de Recherches Européennes de l'Université Bar-Ilan, Jacqueline Montpetit, mairesse de l'arrondissement Sud-Ouest de Montréal, Jean-François Lisée, directeur exécutif du CERJUM, Manon Barbeau, réalisatrice, André Pratte, journaliste, Diane Matte, coordonnatrice de la Marche mondiale des femmes, Khalil Shikaki, directeur du Palestinian Centre for Policy and Survey Research de Ramallah, Marie-Ève Proulx, conseillère à la Direction des UQ, Louis-Gilles Francoeur, journaliste, Robert Dutton, président et chef de la direction de Rona, Micheline Labelle, professeure à l'UQAM, Mario Cardinal, ex-ombudsman à la Société Radio-Canada, Line Beauchamp, ministre de Culture et des Communications, et bien d'autres!

• LES ACTUALITÉS •

25 ans de sida

En 1983, Peter Piot, un médecin belge spécialiste des maladies tropicales, découvrit avec quelques collègues que le sida, qu'on croyait une maladie d'homosexuels, infectait des milliers d'hétérosexuels. Il était à Kinshasa, capitale du Zaïre, maintenant la République démocratique du Congo.

Ses articles dans les publications spécialisées sur l'imminence d'une pandémie du sida en Afrique provoquèrent la colère du gouvernement zaïrois et de celui du Rwanda voisin. Il devint en quelque sorte *persona non grata*.

En 1986, le gouvernement du Kenya le mit en détention avec un collègue canadien et menaçait de les expulser parce qu'ils avaient publié un article dans une revue britannique sur la prolifération du sida chez les prostituées du pays.

Aujourd'hui, ces mêmes gouvernements l'accueillent en héros et en sauveur. Peter Piot est maintenant le patron du programme ONUSIDA, qui disposait l'année dernière de plus de huit milliards de dollars pour lutter contre la maladie qui ravage l'Afrique subsaharienne et connaît des poussées dramatiques en Chine, au Pakistan et en Russie. Le problème n'est plus seulement africain.

Cette semaine, Peter Piot présentait le rapport sur la situation de la pandémie pour l'année 2005 et concluait qu'il y avait quelques raisons d'espérer.

Avant de parler de l'espoir, parlons de la réalité. Celle-ci est encore horribile. Quarante millions de personnes vivent avec le HIV dans le monde. Quatre millions ont été contaminées cette année et 2,8 millions en sont mortes. Un enfant sur vingt en Afrique noire est un orphelin du sida.

Comment y voir une lueur d'espoir? La progression de la pandémie a cessé. Le nombre de contaminations et de morts a atteint son point maximum et s'est stabilisé. Si on tient compte de l'augmentation de la population, on peut dire que le sida plafonne. Certes, il y a eu 500 000 nouvelles personnes contaminées en Afrique du Sud l'année dernière et on ne sait pas quelles surprises désagréables nous réservent ces pays silencieux que sont la Russie et la Chine, mais les chiffres sont là et ne mentent pas: la lutte contre le sida commence à porter ses fruits. Pourquoi cela ne s'est-il pas produit avant?

La responsabilité est également partagée entre la communauté internationale et les gouvernements africains. Durant mes années de recherche sur le sida en Afrique à la fin des années 1980, je n'ai pas vu un seul gouvernement, sauf l'Ouganda, qui reconnaissait l'existence de la pandémie. Au Rwanda, le ministre de la Santé me parlait de quelques milliers de malades alors que le taux de séropositivité dans la capitale était de 35%. Un tiers de 500 000 habitants. Ce refus absolu des dirigeants africains de reconnaître publiquement la réalité de l'épidémie a permis à cette dernière de se développer. Quant à la communauté internationale, elle considérait cette crise explosive comme une sorte de problème humanitaire larvé et laissait à des ONG généreuses mais éparpillées et peu nanties le soin d'incarner leur lutte contre la maladie. L'Afrique niait, l'Occident faisait dans la charité. Les gouvernements africains empochaient une partie des sommes, nominaient des amis incompetents dans les organismes de lutte contre le sida et les pays donateurs fermaient les



Gil Courtemanche

yeux. Combien de millions de morts à cause de ce double mensonge?

Un nouveau discours

Mais en 2001, le discours de Peter Piot et de ses collègues change. Ils décident de présenter cette pandémie comme une menace à l'économie, à la stabilité des régimes, à la sécurité mondiale. Sécurité. Le mot magique avait été prononcé. Dans la foulée, des rapports de la Banque mondiale et de la CIA avançaient les mêmes arguments. Le sida cessait d'être un problème humanitaire et se transformait en crise politique. En juin 2001, un sommet de l'ONU accoucha de la Déclaration d'engagement dans la lutte contre le sida. En quatre ans, les sommes versées par les pays riches au programme de lutte contre le sida passent de 1,6 milliard à 8,3 milliards. L'objectif de 2006, pour maintenir le rythme, est de 15 milliards.

Malgré la générosité intéressée des pays riches, notamment des États-Unis, un grand obstacle demeure, et c'est la disponibilité dans les pays pauvres des traitements antirétroviraux, les trithérapies qui transforment le sida de maladie mortelle en maladie chronique. Le gouvernement américain, tout en donnant d'une main, reprend de l'autre. Il signe des accords bilatéraux avec les pays pauvres pour protéger les brevets des médicaments et empêcher l'utilisation des médicaments génériques. Ainsi, en Amérique latine, grâce notamment aux médicaments génériques produits par le Brésil, 62% des sidéens bénéficient de la médication alors qu'en Afrique, où il y a dix fois plus de séropositifs, la proportion n'est que de 11%. La raison est simple: les médicaments génériques coûtent souvent cinquante fois moins cher que les médicaments brevetés.

Comme disait Stephen Lewis, il faut constater les progrès, mais il ne faut pas trop se réjouir. Le défi reste gigantesque et primordial. Mais de tout ce processus, on peut tirer des enseignements salutaires. Le premier est que le silence et la tolérance des pays occidentaux devant les abus, les corruptions et les exactions des gouvernements des pays pauvres n'apaisent pas les crises, mais les aggravent. La seconde leçon est peut-être plus fondamentale. Les pays riches — car ce sont eux qu'on appelle la communauté internationale quand on parle de développement — sont capables d'efforts considérables et efficaces s'ils sont convaincus que leur apport financier sert leur propre intérêt. Et c'est seulement quand ils seront convaincus que les inégalités dans le monde jouent contre leur propre stabilité et leur propre richesse qu'ils acceptent de contribuer efficacement et sérieusement au développement des pays pauvres. Sinon, ils persisteront dans l'inutile charité.

Scandale des commandites

Charles Guité n'est pas au bout de ses peines

ROLLANDE PARENT

Charles Guité n'est pas au bout de ses peines, qu'il soit ou non acquitté des accusations criminelles de fraude pesant contre lui.

Un jour ou l'autre, quel que soit le verdict du jury, qui hier délibérait pour une troisième journée d'affilée, Charles Guité devra faire face à la poursuite civile de 30 millions de dollars intentée contre lui par le gouvernement fédéral.

Le nom de cet ex-haut-fonctionnaire se retrouve à presque toutes les pages de la poursuite civile intentée contre 18 sociétés et 11 individus liés aux commandites fédérales, poursuite passée tout récemment de 60 millions à 63 millions de dollars.

Sans avocat

Contrairement aux autres sociétés et personnes mises en cause, et comme il l'a fait en Cour supérieure au cours des dernières semaines, Charles Guité n'est pas représenté par avocat. Me Sylvain Lussier, qui pilote cette énorme poursuite au nom du gouvernement fédéral, a tout de même acheminé les documents relatifs à la poursuite au domicile de M. Guité.

Il faudra voir ce que fera le juge Gilles Hébert, de la Cour supérieure, à qui il revient de préparer le dossier pour la tenue d'un procès civil en 2008. Une séance de travail doit se tenir à ce sujet le mardi 6 juin.

Dans la poursuite en question, associés au nom de Charles Guité, on retrouve Groupaction, Alleluia Design, Jean Brault, Gosselin Communications, Gilles-André Gosselin, Gosselin relations publiques, Claude Boulay et Gestion Opération Tibet, Jean Lafleur Communications Marketing, Jean Lafleur, Malcolm Média, Le Groupe Polygone éditeurs, Luc Lemay, Jacques Corriveau, Communications Art Tellier et Benoît Renaud, Everest Estrie Publicité, Everest Commandites, Everest Publicité Promotion et finalement Ascension.



Charles Guité, photographié le 5 mai, lors de son procès

Rôle

La toile de fond de la poursuite visant Charles Guité est bien connue des citoyens qui ont suivi les travaux de la commission Gomery ou ont été attentifs au procès criminel pour fraude sur le point de connaître son épilogue.

M. Guité avait la responsabilité de voir au respect des règles régissant les contrats et le paiement des factures. Il devait attester que les services requis avaient bel et bien été rendus. Il devait vérifier si les heures de travail facturées correspondaient à la réalité, entre autres.

Relativement à ce dernier élément, on retrouve une réclamation de 2,1 millions de dollars à l'encontre de Groupaction et de MM. Guité et Brault. On y indique d'ailleurs que Jean Brault a enregistré un plaidoyer de culpabilité criminelle le 2 mars 2006 à cet égard. On sait que cet élément se retrouve dans les accusations criminelles pesant contre M. Guité.

La poursuite avance finalement que les agences de communication et de publicité et leurs dirigeants ont profité de la violation des règles, par M. Guité et son successeur, Pierre Tremblay,

pour mettre en place des stratégies leur permettant de mettre la main sur d'importantes sommes d'argent du gouvernement. Par exemple, la conclusion de contrats avec des intermédiaires inutiles et la facturation à un prix artificiellement gonflé.

A propos de Jacques Corriveau, on indique qu'il agissait sans permis de lobbyiste et disposait d'un accès privilégié auprès de M. Guité, qu'il utilisait son influence pour donner à M. Brault, à Groupaction, à Lemay et à Polygone/Expour un accès au plantureux programme des commandites.

M. Guité est montré du doigt, avec d'autres, pour avoir agi de mauvaise foi, avoir fait de fausses représentations, avoir eu des gestes de réticence et une conduite déloyale et avoir induit en erreur le gouvernement. On y écrit notamment que Guité a fait preuve d'une *grossière indécence* en ne mettant aucunement en question les montants disproportionnés que proposaient Luc Lemay et Jacques Corriveau pour une compagnie de M. Lemay, Polygone/Expour.

Presse canadienne

COLLÈGE JEAN-EUDES

UNE ÉCOLE DE VIE... POUR LA VIE!

COURS D'ÉTÉ

POUR ÉLÈVES DE
1^{re} À 5^e SECONDAIRE

- ▶ Mathématique ▶ Français
- ▶ Anglais ▶ Chimie ▶ Histoire
- ▶ Latin ▶ Sciences physiques

- ▶ Période de cours : juillet 2006
- ▶ Professeurs expérimentés
- ▶ Encadrement rigoureux
- ▶ Bulletin hebdomadaire
- ▶ Prix avantageux

Inscription obligatoire
Date limite: 30 juin 2006
magirard@cje.qc.ca



Inf. (514) 376-5740

3535, boul. Rosemont Montréal, Qc www.cje.qc.ca

DÉPÔT DU PLEIN AIR

8267, boul. Saint-Laurent
Jarry (514) 381-4399

RABAIS DE 10\$
SUR ACHAT DE
80\$ ET PLUS
SUR PRÉSENTATION
DE CETTE ANNONCE.
1 coupon par client

SUPER LIQUIDATION CAMPING

- TENTES PLUS DE 30 MODÈLES EN EXPOSITION**
- 2 pl. 7 lbs, Double toit plein, scellée, plancher nylon 74⁹⁹\$
 - 5 pl. Double toit plein, scellée, 99⁹⁹\$
 - 5 pl. Énorme vestibule, scellée, 2 chambres 149⁹⁹\$
 - 8 pl. Double toit plein, scellée, 2 chambres, 2 vestibules 259⁹⁹\$

- SAC À DOS**
Plus de 50 modèles
- Asolo irrigator 39⁹⁹\$
 - Infinity, 30L 29⁹⁹\$
 - Outbound, 60L 99⁹⁹\$
 - Lowe Alpine, 70L 179⁹⁹\$

- KAYAKS**
• 9 différents modèles
• 9 différentes couleurs
- 13' 5" 689⁹⁹\$
 - 15' 5" 929⁹⁹\$

- SAC À COUCHAGE**
Plus de 30 modèles
- 5°C rectangulaire, 3 lbs 19⁹⁹\$
 - 5°C flanelle, 5 lbs 29⁹⁹\$
 - 0°C Ultra compact, 2 lbs 39⁹⁹\$
 - 15°C momie, 4 lbs 49⁹⁹\$

- CANOT**
15' 5" 599⁹⁹\$

- MATELAS AUTOGONFLANTS**
- 20" x 72" x 1" 29⁹⁹\$
 - 26" x 74" x 2" 39⁹⁹\$

Vous voulez économiser

20\$?

Vous avez le choix.

Économisez 20 \$ sur un vol aller-retour en choisissant notre bas tarif Tango, en n'apportant qu'un bagage de cabine (qui répond à nos normes) et en n'effectuant aucune modification à votre itinéraire. Avec le Rabais Go, voyagez à votre façon.

Rabais Go offert seulement sur
aircanada.com



• LE MONDE •

Huit expatriés, dont un Canadien, enlevés au Nigeria

Lagos — Des hommes armés non identifiés ont attaqué hier à l'aube une plateforme d'exploration pétrolière dans le sud du Nigeria et enlevé un Américain, un Canadien et six Britanniques.

La police a «établi le contact avec les ravisseurs», a indiqué dans l'après-midi un responsable de la police sous couvert d'anonymat. «Nous avons bon espoir qu'ils seront libérés sains et saufs», a-t-il dit.

Selon une source sécuritaire, «la plateforme a été attaquée par 20 à 30 hommes armés à bord de quatre bateaux. Ils ont tiré mais personne n'a été blessé».

L'Américain enlevé s'appelle Texas Richards et travaille pour Peak Petroleum Industries Nigeria Limited, dont la sécurité est assurée par des policiers et des militaires nigériens, a précisé cette source.

Annoncée à Londres par le ministère des Affaires étrangères, l'information a été confirmée hier midi par le porte-parole de la police fédérale du Nigeria, Haz Iwendi.

«Aucune rançon n'a été demandée», a précisé M. Iwendi, expliquant que l'incident s'est produit à Bilabre, près de la rivière Dodo, dans l'État de Bayelsa.

Remi Oyo, porte-parole du président nigérien Olusegun Obasanjo, a indiqué que le chef de l'État «travaille à la libération des otages le plus vite possible et sains et saufs».

Jan Peter Valheim, directeur financier de Fred Olsen Energy, société norvégienne propriétaire de

l'installation, a confirmé par téléphone l'attaque de la plateforme et l'enlèvement des huit expatriés. La plateforme, baptisée *Bulford Drilling*, est exploitée par une de leurs filiales, la *Dolphin Drilling*, basée à Aberdeen, en Écosse, a-t-il précisé.

La plateforme, sur le champ pétrolier OML-122 (entre 25 et 60 kilomètres au large des côtes), œuvre pour une coentreprise nigérienne regroupant Equator Exploration Nigeria Limited et Peak Petroleum Industries Nigeria Limited.

Dans un communiqué, le ministère des Affaires étrangères du Canada a confirmé qu'un de ses ressortissants a été pris en otage et indiqué être en contact avec les autorités locales et les responsables de la compagnie qui l'emploie.

Le Nigeria est le premier producteur de pétrole brut d'Afrique et le sixième exportateur mondial avec 2,6 millions de barils par jour en moyenne, dont l'essentiel est tiré du delta du Niger, une région marécageuse au sud du pays.

Cette région est le théâtre depuis le début de l'année de violences contre les compagnies pétrolières et leurs employés, des groupes séparatistes et des communautés locales demandant davantage de retombées économiques de la manne pétrolière, captée selon eux par les grandes entreprises internationales et quelques politiciens corrompus.

Agence France-Presse

Nouvel outil d'achat de médicaments à faible coût

La conférence sur le sida se fixe comme objectif l'accès universel au traitement d'ici à 2010

New York — «Unitaid», un nouveau mécanisme d'achat de médicaments à faible coût destiné à aider les pays en développement à lutter contre le sida, le paludisme et la tuberculose, a été lancé hier à l'occasion de la conférence de l'ONU sur le sida. Né d'une initiative franco-brésilienne à laquelle se sont associés la Norvège et le Chili, Unitaid (ou FIAM, Facilité internationale pour l'achat de médicaments) sera financé par 43 pays.

Quatorze d'entre eux (Brésil, Chili, Chypre, Congo, Gabon, Côte d'Ivoire, France, Jordanie, Luxembourg, Madagascar, île Maurice, Nicaragua, Norvège, Royaume-Uni) le feront par le biais d'une taxe sur les billets d'avion.

A quelques jours de l'ouverture du Mondial 2006, la Fédération internationale de football (FIFA) a annoncé son soutien à la promotion de cet organisme destiné à combattre des maladies qui font au total entre six et huit millions de morts par année, en grande majorité dans les pays du Sud.

Au total, un milliard de dollars environ par année sont attendus pour l'ensemble des pays qui se sont engagés pour cette taxe sur les billets d'avion, dont 250 à 300 millions pour la France, où elle doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet.

Unitaid s'appuiera notamment sur les structures de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres organisations onusiennes, et devrait se concentrer dans un premier temps sur les traitements destinés aux enfants.

La conférence internationale sur le sida devait produire, hier à New York, un texte fixant aux États l'objectif d'un accès universel à la prévention et aux soins d'ici à 2010, mais ce document suscitait déjà les critiques de la société civile qui l'estime trop vague.

Les délégués à cette réunion de trois jours sont parvenus à un accord sur ce texte tard dans la nuit de jeudi à hier, a annoncé le président de l'Assemblée générale de l'ONU, Jan Eliasson, qui préside la ren-

contre. La déclaration devait être adoptée en fin d'après-midi par l'Assemblée.

«C'est un bon document, qui a de la substance et de la vision», a affirmé M. Eliasson.

«Nous sommes furieux», a déclaré Aditi Sharma, responsable de l'ONG ActionAid International, dans un communiqué. Elle a reproché au texte de ne faire aucune mention explicite «des toxicomanes utilisant des seringues, des prostitué(e)s et des hommes homosexuels», groupes particulièrement exposés au virus du sida.

Le texte mentionne la nécessité de protéger les «groupes vulnérables» mais sans spécifier lesquels.

En outre, a déploré Mme Sharma, «les droits de la femme ont suscité la controverse au lieu d'être reconnus comme un élément essentiel de la lutte contre la maladie, qui se féminise de plus en plus».

La déclaration a suscité des débats intenses, les Occidentaux pressant certains pays, essentiellement africains et arabes, d'accepter l'inclusion d'engagements en faveur de l'autonomie des femmes, l'utilisation de contraceptifs et la reconnaissance précise des groupes vulnérables.

Aux termes du texte, les dirigeants mondiaux s'engagent «à se fixer des buts ambitieux [...] reflétant le besoin urgent d'un effort accru pour atteindre l'objectif d'un accès universel aux programmes de prévention du sida, aux traitements et aux soutiens sociaux pour les malades d'ici à 2010».

Ils «conviennent que le programme anti-sida de l'ONU a estimé à entre 20 et 23 milliards de dollars annuels d'ici à 2010 le financement nécessaire» et «s'engagent en conséquence à prendre des mesures pour assurer le déblocage de ressources additionnelles de la part des pays donateurs traditionnels et des budgets nationaux».

Le financement de la lutte contre le sida s'est monté à 8,3 milliards de dollars en 2005.

Agence France-Presse

EN BREF

Opération antiterroriste à Londres

Londres — Deux hommes ont été arrêtés hier à Londres à l'occasion d'une spectaculaire opération antiterroriste menée par quelque 250 policiers, durant laquelle un des suspects a été blessé par balle. La BBC et Sky News ont affirmé que du matériel pouvant servir à fabriquer une bombe aurait été trouvé sur place, dans une maison du quartier de Forest Gate, dans l'est de la capitale, mais la police s'est refusée à tout commentaire. L'opération, durant laquelle certains policiers portaient des combinaisons de protection biochimique, faisait suite à des mois de surveillance. L'Agence britannique Press Association a parlé d'un complot visant le Royaume-Uni, sans donner davantage de détails. Lors de la perquisition, un homme âgé de 23 ans a été blessé à l'épaule par une balle de la police et hospitalisé. Il a peu après été placé en état d'arrestation sur son lit d'hôpital, soupçonné de préparation et d'instigation d'actes de terrorisme, selon la police. — AFP

Alan García demeure en tête

Lima — Le candidat à l'élection présidentielle de demain au Pérou, l'ancien président social-démocrate Alan García,



Alan García

arrivait toujours largement en tête des sondages devant son rival nationaliste Ollanta Humala à deux jours du scrutin, indiquaient trois sondages hier. Alan García (57 ans) obtient entre 7,6 et 14 points d'avance sur le militaire nationaliste de gauche Ollanta Humala (43 ans), selon les trois enquêtes. — AFP

Zarqaoui appelle les sunnites au combat

Paris — Le chef de la branche irakienne d'al-Qaïda, Abou Moussab al-Zarqaoui, a appelé les sunnites irakiens à combattre leurs compatriotes chiïtes et s'en est violemment pris au plus prestigieux des chefs religieux chiïtes en Irak, le grand ayatollah Ali Sistani. «O sunnites d'Irak, réveillez-vous, combattez les rafidas [terme péjoratif désignant les chiïtes] [...] et ne tenez pas compte des slogans et des appels à l'unité nationale», a-t-il dit dans un message audio mis en ligne sur un site Internet. Zarqaoui, dont la tête est mise à prix pour 25 millions de dollars, s'en est pris violemment au grand ayatollah Ali Sistani, «imam de l'hérésie, dont les fatwas nuisent aux sunnites et servent les occupants» de l'Irak. Il a accusé les dirigeants politiques chiïtes d'Irak de vouloir «renforcer le pouvoir perse en Irak». — AFP

Massacre à Indianapolis

Washington — Sept personnes d'une même famille, dont trois enfants, ont été abattues jeudi soir à l'arme automatique à Indianapol, provoquant la stupeur des habitants de cette ville du Midwest peu habitués à pareille violence. Le chef de la police locale, Mike Spears, a déclaré que les enquêteurs étaient à la recherche d'un suspect, un récidiviste considéré comme violent, nommé Desmond Turner. «Nous pensons que l'assaillant n'était pas un proche de la famille et nous travaillons sur plusieurs hypothèses» pour expliquer cette tuerie, a de son côté déclaré le chef adjoint de la police, Tim Foley. — AFP

Enquête sur la santé des New-Yorkais

New York — La Ville de New York a décidé de lancer une nouvelle enquête sur la santé des résidents, des secouristes ou des ouvriers présents sur les lieux des attentats le 11 septembre 2001. Les 71 000 personnes qui avaient participé en 2003-04 à la première étude sont appelées par les services de santé à répondre à un nouveau questionnaire, afin de mesurer l'impact sanitaire de l'effondrement des tours cinq ans plus tard. Dans l'étude de 2003-04, environ 8000 personnes rescapées des édifices attaqués avaient déclaré d'importants problèmes, psychologiques ou respiratoires. Cette année, pour la première fois, un rapport d'autopsie a établi un lien direct entre la mort d'un policier et son travail à Ground Zero après la tragédie. — AFP

Il a inventé la création québécoise.
Il a lancé une industrie. Il a été le père spirituel incontesté de toute la profession.
Il a permis aux artistes d'ici de vivre de leur métier. Il a été l'artisan du PCM, de la publicité sociétale, du Mondial de la pub francophone. Il a vendu sa théorie des lits jumeaux au reste du pays.
Il a défini nos 36 cordes sensibles, notre différence, notre unicité. Mais, surtout, il a aimé son métier avec passion.
Et aujourd'hui qu'il n'est plus, Jacques Bouchard ne chérit qu'un seul rêve :
que nous prenions tous le relais et que nous poursuivions, avec la même passion et la même confiance, l'œuvre qu'il a humblement commencée et si brillamment défendue tout au long de sa vie.

Merci Jacques.

Yus

Yves Gougoux
Président du conseil
et chef de la direction



Jacques Bouchard

1930-2006

Fondateur de BCP (1963)



LE MONDE

Programme nucléaire

Le président iranien rejette les «pressions occidentales»

JEAN-MICHEL STOULLIG

Vienne — Le président iranien a rejeté les «pressions occidentales» hier et la Russie a écarté comme prématurées des sanctions au lendemain d'une déclaration ferme des grandes puissances sommant l'Iran de suspendre son programme nucléaire.

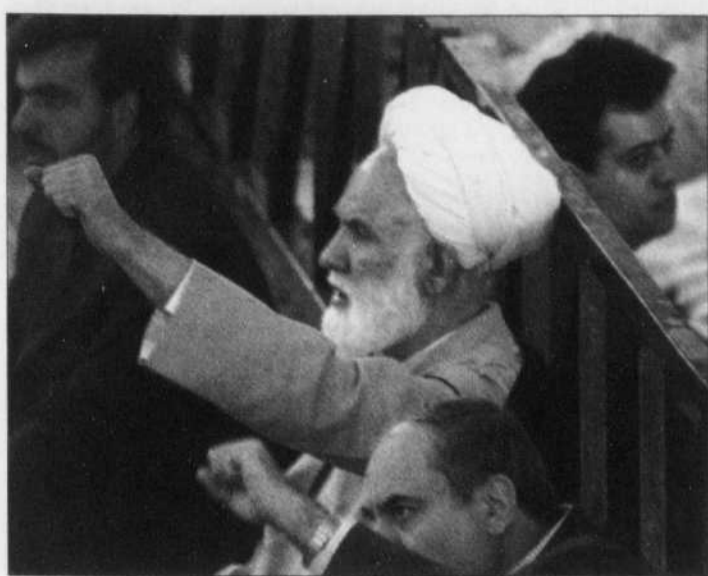
Les Américains, eux, ont exprimé leur satisfaction après la déclaration commune des cinq membres permanents du Conseil de sécurité (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie, Chine) et l'Allemagne, jeudi soir à Vienne, qui propose une coopération et une négociation aux Iraniens mais les menace, s'ils persistent à enrichir de l'uranium, d'une «action» de l'ONU à New York.

La secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice, deux jours après avoir offert un dialogue direct à Téhéran mais sous condition, a déclaré que l'Iran n'avait que «quelques semaines» pour répondre à cette offre quand elle leur sera présentée en détail.

Mais le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, un dur du régime, a adopté hier une attitude de rejet: «Les pressions de quelques pays occidentaux pour nous obliger à abandonner nos droits [dans le domaine nucléaire] ne donneront pas de résultats», a-t-il dit, selon l'agence officielle IRNA.

«Trop tôt» pour des sanctions

Le président russe Vladimir Poutine, lui, a estimé qu'il était «trop tôt pour parler de sanctions» contre l'Iran au cas où il ne se plierait pas aux exigences de la communauté internationale. Il a aussi réaffirmé l'opposition de Moscou



RAHEB HOMAVANDI REUTERS

Récitation de slogans lors de la prière hebdomadaire à Téhéran

au «recours à la force, quelles que soient les conditions».

«Il faut d'abord des pourparlers approfondis avec la direction iranienne», c'est seulement après qu'on pourra s'interroger sur la suite, a ajouté M. Poutine.

Le président russe a déclaré que la Russie restait prête à participer activement à la recherche d'une solution.

Ces derniers mois, le président George W. Bush a refusé d'écartier l'option militaire s'il s'agit d'empêcher l'Iran d'avoir la bombe atomique et de protéger les alliés des États-Unis.

Les États-Unis ont exprimé leur satisfaction dans la nuit de jeudi à hier. Mme Rice avait donné une nouvelle dynamique à la crise en proposant mercredi un dialogue direct aux côtés des Européens à l'Iran, pays jusqu'ici honni par l'administration Bush, mais a-

près un retour au moratoire sur l'enrichissement. Il s'agit d'une condition «non négociable», a souligné hier le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony Snow.

Selon lui, les Européens présenteront «dans les prochains jours» le contenu des propositions incitatives et dissuasives.

«Ce qui compte vraiment», c'est que Téhéran «ne réagisse pas de façon définitive avant d'avoir vu l'ensemble des mesures», a déclaré un haut responsable américain.

La brève déclaration commune de Vienne, peaufinée pendant plusieurs heures, manie la carotte et le bâton.

Elle offre «une série de propositions de grande portée» et «des négociations si l'Iran en revient à la suspension de toutes les activités liées à l'enrichissement et au retraitement». Sinon, «d'autres mesures devront être entreprises au Conseil

de sécurité», a déclaré au nom des Six la ministre britannique des Affaires étrangères, Margaret Beckett.

Elle faisait ainsi allusion à des sanctions, mais sans employer ce mot, qui déplaît aux Russes et aux Chinois.

«Fondamentalement, rien n'a changé à Vienne jeudi» et «nous restons dans le monde de l'ambiguïté», a cependant estimé, sceptique, le politologue Dominique Moïsi, jugeant «les risques d'intervention militaire à terme peut-être aussi grands qu'hier».

Volonté de négocier

«C'est une victoire diplomatique pour les Américains», affaiblis, qui veulent démontrer au monde leur volonté de négocier, et «une satisfaction symbolique pour les Iraniens», a déclaré à l'AFP ce responsable de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Mais selon M. Moïsi, les Iraniens se sentent en position de force et «considèrent qu'ils ont absolument droit à une arme nucléaire que possèdent les Pakistanais et les Israéliens».

L'Iran pourrait disposer de l'arme nucléaire dès 2010, a affirmé hier le directeur du renseignement américain John Negroponte à la BBC, mettant en garde contre un pays qui, selon lui, reste «le principal État parrain du terrorisme dans le monde».

Le projet préparé par l'UE3 pour la réunion de Vienne prévoyait d'offrir à l'Iran une coopération commerciale, technologique et sécuritaire mais aussi des sanctions, allant d'un embargo sur les armes à un gel des avoirs de personnes et d'organisations liées au régime islamique.

Agence France-Presse

NÉPAL

Une marée rouge défie le roi

Katmandou — Poings levés et drapeaux rouges au vent, 200 000 Népalais ont manifesté contre le roi Gyanendra à l'appel des rebelles maoïstes qui défilaient dans les rues de Katmandou hier pour la première fois depuis trois ans.

«Nous brûlerons la couronne et nous dirigerons le pays», scandait la foule en se rassemblant sur un terrain vague situé à 500 mètres seulement du palais royal. Les manifestants brandissaient des étendards frappés de la faucille et du marteau maoïstes.

Des dizaines de soldats en armes protégeaient la résidence royale, épaulés par des policiers antiémeutes.

Tout au long de l'itinéraire du défilé, des militaires armés circulaient en voitures blindées.

Les maoïstes avaient appelé à manifester pour accélérer l'élection d'une assemblée qui doit dessiner les nouveaux contours politiques du pays.

Sous la pression de la rue, le roi Gyanendra a accepté en avril de renoncer au pouvoir absolu, de réinstaller le Parlement qu'il avait dissous en 2002 et d'autoriser de nouveau l'activité des partis politiques.

Assemblée constituante

La semaine dernière, le gouvernement multipartite et des représentants de la guérilla maoïste se sont retrouvés, pour la première fois depuis 2003, et ont décidé d'organiser des élections à une assemblée constituante, chargée de déterminer l'avenir de la monarchie.

«Nous voulons construire un nouveau Népal», explique Chhemata Biswokarma, une jeune femme de 20 ans qui a parcouru 200 km pour participer à la manifestation.

Entre autres refrains scandés par la foule, on pouvait entendre



GOPAL CHITRAKAR REUTERS

Des activistes maoïstes écoutaient hier les discours de leurs chefs.

«Gyanendra, voleur!» et «Gyanendra pendu».

«Des rumeurs ont laissé entendre que nous ferions étalage de nos armes», a déclaré le porte-parole maoïste Krishna Bahadur Mahara. «Nous ne porterons ni armes ni habits de combat. La manifestation sera pacifique», a-t-il affirmé.

Des milliers de portraits du chef rebelle Prachenda, absent de la manifestation d'après les organisateurs, ont été accrochés un peu partout dans la ville.

Une banderole maoïste accrochée à une balustrade appelait à «une assemblée constituante sans conditions».

«Nous demandons la tenue d'un congrès politique national pour mettre en place une constitution et un gouvernement par intérim afin d'organiser des élections rapides pour l'assemblée constituante», a déclaré Mahara.

Dans une des rares interviews accordées la semaine dernière à des journalistes locaux, Prachenda affirmait que les rebelles respecteraient les désirs de la population.

«Nous croyons vraiment que 99 % des Népalais veulent un État républicain. Cependant, si le peuple se déclare en faveur d'un autre système politique, malgré notre présence au gouvernement nous acceptons le verdict», avait-il déclaré.

Reuters

Signature

studios condos penthouses
la vie animée du centre-ville et le charme du plateau
un projet unique en son genre avec un panorama exceptionnel

VIVRE LA VUE!

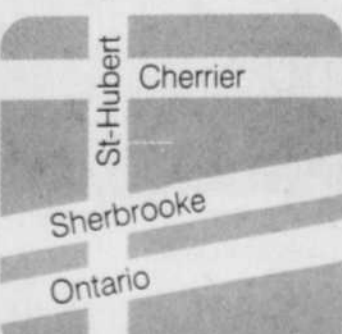
1 chambre à partir de

169 000 \$

2 chambres à partir de

247 500 \$

aussi disponibles :
studios, 3 chambres
et penthouses



EN CONSTRUCTION!

PROMOTION

Profitez d'un taux
hypothécaire fixe
et garanti par la
Banque Laurentienne,
jusqu'à la signature
et en prime, les frais de
notaire seront offerts!

VENEZ NOUS VOIR!

Ventes sur place
Mardi au vendredi
13 h - 18 h
Samedi et dimanche
12 h - 17 h
ou sur rendez-vous

801 Sherbrooke Est Près du Sherbrooke (coin St-Hubert)

www.801signature.com 514.524.4256

ACTUALITÉS

IRAK

SUITE DE LA PAGE 1

«Mais nous ne devons pas tirer des conclusions rapides à chaque incident», a-t-il prévenu. Selon lui, «quand on est engagé sur le terrain contre des combattants ennemis qui ne respectent pas les lois de la guerre, qui commettent des actes indécentes, les soldats deviennent stressés, ils prennent peur. Il est très difficile de déterminer, sur ce champ de bataille, qui est combattant et qui est civil». «Dans certains cas, ils sont simplement bouleversés. Ils voient parfois leurs copains se faire tuer et ils peuvent craquer», a ajouté le général. Mais «cela n'excuse pas les actes qui se sont produits, a-t-il insisté. Nous ne pouvons et ne saurions accepter un comportement douteux sur le plan juridique, moral ou éthique».

Réagissant aux accusations portées contre les forces américaines en Irak, la Maison-Blanche a simplement indiqué que le président George W. Bush était «troublé» par celles-ci mais qu'il «soutenait les soldats qui ont combattu avec un courage et une discipline exemplaires en Irak sur une longue période de temps». Ces déclarations rassurantes risquent toutefois d'être insuffisantes puisque l'armée américaine est aux prises depuis maintenant trois ans avec une cascade d'accusations visant ses soldats en Irak. Après les bombardements de civils peu après l'invasion de l'Irak, les mauvais traitements infligés aux prisonniers à la prison d'Abou Ghraïb et les erreurs tragiques qui ont coûté la vie à des dizaines de civils, dont une femme enceinte mercredi, les soupçons pointent désormais vers des massacres de civils sans défense.

«La crédibilité des troupes américaines, mais aussi de la coalition, est quasi inexistant, alors ces nouvelles accusations ne sont rien pour améliorer leur image», a expliqué hier Charles-Philippe David, professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal. «Mais surtout, ça semble être une preuve assez accablante que le leadership politique et militaire à Washington sur la question irakienne pense que tout est permis tant que ça reste sous le tapis.» M. David croit aussi que les nouvelles bavures attribuées aux marines démontrent que l'état-major américain n'avait absolument pas prévu l'après-Saddam Hussein; d'ailleurs, les soldats sont très mal formés pour ce type de guerre, qui se déroule plus sous la forme d'une guérilla. Selon lui, ce manque de préparation augmente le risque de graves erreurs, comme celles alléguées à Haditha et à Ishaqi.

Ces récentes révélations risquent aussi d'attiser davantage la grogne des citoyens américains contre cette intervention militaire. «L'opinion américaine s'est retournée plus rapidement contre son gouvernement dans ce conflit que lors de la guerre du Vietnam», a souligné M. David. Les républicains devraient payer le prix de ce mécontentement aux élections de mi-mandat, en novembre prochain. Déjà, l'impopularité du président Bush atteint des sommets. «Ce sera certainement un enjeu aux élections de mi-mandat mais aussi lors de la présidentielle en 2008. C'est une véritable patate chaude, surtout que le sentiment général est de plus en plus que la guerre est perdue.» On pourrait d'ailleurs assister à une réduction substantielle des troupes en Irak, selon M. David, qui craint que les États-Unis ne finissent par «abandonner l'Irak». Environ 135 000 soldats américains se trouvent en Irak à l'heure actuelle.

Massacre à Haditha?

Par ailleurs, l'enquête administrative ouverte pour faire la lumière sur les événements survenus à Haditha s'annonce explosive. Le général Eldon Bargewell, qui dirige l'investigation, y dénonce le comportement de soldats et d'officiers, qui ont volontairement falsifié les renseignements donnés à leurs supérieurs. Il met en cause l'attitude de ces derniers qui, au mieux, ont fait preuve de négligence. Le général Bargewell, vétéran de la guerre du Vietnam et expert des opérations spéciales, dénonce les dérives et les dysfonctionnements au sein de l'armée sur lesquels s'interroge bon nombre de parlementaires, notamment démocrates, depuis le scandale déclenché, il y a deux ans, par les tortures pratiquées à la prison d'Abou Ghraïb. Il pose aussi la question de fond: l'armée américaine est-elle capable de mener une occupation et une lutte longue et difficile contre une insurrection dans un pays arabe?

Pressé de corriger le tir, le commandant en chef de la coalition dirigée par les Américains en Irak, le général Peter Chiarelli, a ordonné à ses commandants sur le terrain d'organiser des formations sur la conduite à tenir dans cette guerre et les valeurs à y respecter. Ces formations devront avoir lieu dans les unités d'ici un mois. Chacun des quelque 150 000 soldats de la coalition devra suivre un module de formation de quatre heures sur les règles et l'éthique du combat. Cinq scénarios, notamment un cas où des soldats sont visés par des tirs provenant d'une école ou d'une mosquée, ont été élaborés pour provoquer une discussion entre le formateur et les soldats et essayer, à l'écart du stress du feu, de trouver des façons d'éviter de nouveaux carnages.

Sur le plan judiciaire, un sergent américain, reconnu coupable d'avoir menacé des détenus d'Abou Ghraïb avec un chien non muselé en 2003 et 2004, n'ira pas en prison, a décidé hier un jury militaire. Le sergent Santos Cardona, 32 ans, a été condamné à des travaux forcés pendant 90 jours et rétrogradé dans l'armée tandis que 7200 \$ seront prélevés sur son salaire au cours de l'année à venir. Le procès de Cardona était le dernier en date des soldats impliqués dans le scandale des humiliations et mauvais traitements infligés aux prisonniers d'Abou Ghraïb, que le président Bush a décrit la semaine dernière comme la «plus grosse erreur» des Américains en Irak.

Le Devoir

Avec l'Agence France-Presse, Associated Press, Le Monde et Reuters

FOOT

SUITE DE LA PAGE 1

se venger de Blatter, qui l'avait engueulé publiquement lors d'une réunion précédente. Franz Beckenbauer, ancienne vedette de la Nationalmannschaft et grand patron d'Allemagne 2006, aurait sérieusement joué du coude en coulisses, à l'encontre de la position de la FIFA. À côté, les accusations sont lourdes: les représentants européens répondraient encore à un vieux réflexe colonialiste, persuadés que l'Afrique est incapable d'organiser correctement un événement de l'ampleur de la Coupe du monde. L'incident reste si grave que la première ministre de la Nouvelle-Zélande, Helen Clark, écrit à son homologue sud-africain pour lui présenter ses excuses.

Six ans après, alors que le monde s'appête à donner libre cours à sa passion sans mesure pour le ballon rond, la situation est réglée, et elle ne l'est pas en même temps. Soucieuse de faire amende honorable, la FIFA a instauré une rotation officielle des six continents (abandonnée depuis) et attribué à l'Afrique du Sud la présentation de la Coupe du monde de 2010. Des spécialistes prévoient qu'Allemagne 2006 sera le premier événement sportif de l'histoire à dégager des revenus supérieurs à un milliard \$US. Mais Sepp Blatter n'a toujours pas digéré l'affront: dans un geste fort peu courtois, il s'est inquiété publiquement de la situation de la billetterie — un problème récurrent dans les Coupes du monde: distribution, marché noir, contrefaçon — pendant le tournoi, et on a laissé circuler l'information voulant que la FIFA cherche à empêcher Beckenbauer de prendre la parole lors des cérémonies d'ouverture.

Et Blatter lui-même continue d'être sur la sellette. Par-delà les allégations de malversations qui ont entouré le vote de 2000, sa propre élection à la tête de la FIFA, deux ans plus tôt, avait donné lieu à de vastes soupçons de corruption. Et voici que le journaliste britannique d'enquête Andrew Jennings, qui avait levé le voile sur la pratique systématique du pot-de-vin au sein du CIO — dans le dossier des Jeux de Salt Lake City, notamment —, a publié début mai une bombe in-

titulée *Foul!*, dans laquelle il met au jour de vastes opérations de détournement de fonds et de prévarication au plus haut niveau de la FIFA. Celle-ci a évidemment répliqué, obtenant une interdiction temporaire de publication du bouquin en Suisse et tentant de le faire en Allemagne et en Grande-Bretagne. Jennings n'a pas retiré un iota de ce qu'il a écrit.

Racisme, etc.

Quelqu'un a dit un jour qu'il fallait que le baseball soit un jeu extraordinaire pour avoir survécu à toutes les vilenies dont ses dirigeants l'ont accablé au fil des décennies. Le même constat pourrait s'appliquer au soccer. Le foot reste *The Beautiful Game*, le sport d'attache des trois quarts de la planète, même si on s'autorise bien des écarts en son nom. Chaque Coupe du monde, et c'est aussi vrai de quantité de matchs internationaux et nationaux, fait ressortir le problème du hooliganisme. Fait de minorités minoritaires, certes. Mais la liste des problèmes s'allonge.

Tenez, lors du congrès de la FIFA, mercredi et jeudi à Munich, le «Task Force for the Good of the Game», un groupe de travail créé en septembre dernier, présentera un premier rapport sur les maux qui gangrèneront le foot, notamment «la corruption, l'argent des paris, le dopage, la multipropriété des clubs, les droits des joueurs, le calendrier international surchargé, la perte d'identité des clubs et un fléau toujours d'actualité, le racisme».

Le racisme dans les stades, voilà un autre dommage collatéral, comme ils disent. La situation est devenue à ce point intolérable qu'il y a trois mois, les amendes et l'imposition de disputer des matchs devant des gradins vides étant de toute évidence insuffisantes, la FIFA a adopté de nouvelles règles l'autorisant à enlever des points de classement à un club dont les membres ou les supporters se livraient à des comportements racistes, voire à reléguer celui-ci à une division inférieure. Le problème est particulièrement grave en Italie et en Espagne, mais il se constate aussi aux Pays-Bas, en Allemagne, en Angleterre. Saluts fascistes. Bannières d'insultes fondées sur l'éthnie. Des spectateurs qui poussent des cris de singe dès qu'un joueur à la peau noire touche au ballon. Encore là, des minorités, mais très bruyantes. Et voyantes.

Et comme si cela ne suffisait pas, la Coupe du monde 2006 démarre alors que le plus gros scandale de l'histoire du football italien — certains disent du football tout court — se fait déterrer. Dans l'œil de la tempête, la prestigieuse Juventus de Turin, club phare du Calcio, et son directeur général démissionnaire Luciano Moggi. Matches truqués, paris illégaux, trafic d'influence, corruption de l'arbitrage, tout le bataillon. Deux parquets enquêtent. Une quarantaine de personnes suspectées. Trois clubs impliqués en plus de la Juve, Milan AC, Lazio et Fiorentina, qui risquent tous la relégation. Le président de la Fédération italienne de foot a aussi remis sa démission. Non formellement mis en examen, le sélectionneur de la Squadra Azzurra à la Coupe du monde et ancien entraîneur de la Juve, Marcello Lippi (son fils serait aussi mêlé à l'affaire), a été interrogé. Un des gardiens de l'équipe nationale, Gianluigi Buffon, aurait aussi trempé dans l'affaire. L'Italie, sonnée, se demande avec angoisse comment ses porte-couleurs feront pour se relever d'un pareil camouflet dans la compétition la plus relevée au monde.

Mais le merveilleux monde du sport™ n'a-t-il pas la faculté de faire oublier toutes ces avanies, et bien d'autres encore, lorsque la balle est mise au jeu?

♦ ♦ ♦

Tous les jours ou presque jusqu'à la grande finale du 9 juillet, la rubrique *La Coupe du monde vous parle*, comment dire, parlera de la Coupe du monde. Comme ça, il ne sera pas dit que la planète tournera sans nous.

Et pour s'immerger encore plus dans l'atmosphère, si bien sûr s'immerger dans une atmosphère est possible, une suggestion: les Rencontres internationales cinéma et sport de Montréal, qui présentent du 5 au 11 juin au Goethe-Institut et à la Cinémaèque québécoise 16 films ayant pour thème le soccer. J'en ai vu deux, et laissez-moi vous dire qu'il s'agit d'authentique bonbon. En plus, le groupe La Lucarne, qui a mis sur pied l'événement, organise une présentation de la finale sur écran méga-géant au parc Jean-Drapeau le 9 juillet. Tous les détails à www.lalucarne.ca.

De notre côté, la prochaine fois, nous verrons s'il est bien vrai que le Brésil est si fort que ça.

jdion@ledevoir.com

ÉTHANOL

SUITE DE LA PAGE 1

scientifique en ce qui a trait à la réalité de leurs avantages. Pourtant, on connaît l'éthanol depuis longtemps. Les premières Ford T pouvaient rouler à l'essence ou à l'éthanol et leur inventeur, Henry Ford, n'hésitait pas à affirmer que l'alcool éthylique était «le carburant de l'avenir». L'industrie automobile nord-américaine a affirmé la même chose lors d'un petit sommet tenu à Washington il y a 15 jours. Les trois «grands», qui le sont de moins en moins, se sont donné comme objectif de faire en sorte que 25 % de leur production roule à l'éthanol d'ici 2025. De son côté, le président Bush affirmait dans son message à la nation, en janvier dernier, que les États-Unis allaient rendre ce carburant concurrentiel d'ici six ans afin de réduire leur dépendance envers le pétrole.

Le cas du Brésil est le plus souvent évoqué pour montrer l'intérêt de la filière éthanol. Tout récemment, l'objectif percutant que la Suède s'est donné en voulant rouler exclusivement à l'éthanol d'ici 15 ans a profondément marqué les esprits et les gouvernements en Occident.

40 % des besoins brésiliens

Après 30 ans d'efforts et des milliards de dollars, le Brésil pense atteindre l'autarcie énergétique cette année en grande partie grâce à l'éthanol. Des milliers de stations-service y offrent deux types de pompes: A pour «alcool» et G pour «essence» (gaz). Mais la canne à sucre qu'on utilise à cette fin dans ce pays produit de six à huit fois plus d'éthanol, selon le degré d'avancement technologique des usines, que nous en tirons du maïs-grain, ici en Amérique du Nord, à la grande satisfaction du milieu agricole. Et les centres de recherche du Brésil visent à multiplier par dix ce rendement d'ici peu.

C'est probablement la raison pour laquelle les Américains et les Européens imposent des taxes substantielles pour freiner les exportations brésiliennes d'éthanol malgré les avantages environnementaux que ce carburant est censé avoir sur leur bilan lorsqu'il profite à leurs producteurs agricoles. Mais des voix s'élèvent qui veulent faire tomber ces barrières tarifaires pour éviter que l'appétit insatiable des automobilistes ne provoque une rareté des sols agricoles disponibles pour l'agriculture, au détriment de l'alimentation des strates les plus pauvres de la société brésilienne.

Au Brésil, l'éthanol occupe 60 % de la production de canne à sucre, ce qui lance sur le marché 15,3 milliards de litres d'éthanol. En 2004, ce carburant détenait environ 40 % du marché brésilien des combustibles, ce qui a évité des achats de pétrole de 50 milliards \$US. À l'heure actuelle, le Brésil est le premier producteur mondial d'éthanol devant les États-Unis, où on en produit 13,3 milliards de litres chaque année, essentiellement à partir de maïs-grain. Viennent ensuite la Chine avec 3,6 milliards de litres, l'Inde avec 1,7 milliard de litres et la France avec 830 000 litres, produits cette fois avec de la betterave à sucre et du blé. Dans l'ensemble, l'éthanol représente un peu moins de 2 % des combustibles vendus sur la planète.

La production brésilienne a été véritablement lancée en 1975 après le premier choc pétrolier. Au milieu des années 80, trois voitures sur quatre construites au Brésil pouvaient rouler à l'alcool de canne à des concentrations allant jusqu'à 25 % dans l'essence. Mais la hausse des prix de l'éthanol vers 1989 a ralenti cet engouement et les constructeurs automobiles sont revenus aux voitures à essence. C'est l'arrivée sur le marché d'un premier modèle «flex fuel», produit par Volkswagen en 2003, qui a tout changé. Son moteur peut tourner indifféremment avec du carburant E85, soit un mélange de 85 % d'éthanol et de 15 % d'essence, ou de l'essence conventionnelle sans ajustement particulier. Depuis trois ans, 70 % des voitures vendues au Brésil ont été dotées de moteurs «flex fuel».

Depuis peu, le Canada et le Québec ont pour objectif

de hausser à 5 % la proportion d'éthanol dans toutes les essences. D'ici 2007 au Québec, le début de la production de l'usine de 108 millions des Alcools de commerce, à Varennes, fournira 120 millions de litres d'éthanol par année à Péro-Canada. Pour atteindre son objectif, le Québec aura cependant besoin de 400 millions de litres d'éthanol, qu'il importera pour l'essentiel de l'Ontario, où les Alcools de commerce exploitent une autre usine à Chatham (150 millions de litres). Dans les deux cas, l'éthanol est produit à partir de maïs-grain, la filière la plus controversée sur le plan scientifique mais que le milieu agricole porte aux nues parce qu'il s'agit de la production la plus rentable.

La société Iogen, à Ottawa, complète actuellement la mise au point d'un nouveau type de production d'éthanol qui permettra au Québec de «privilégier la valorisation de la biomasse forestière», comme sa politique le précise. Le procédé d'Iogen mise sur des enzymes capables d'extraire le sucre des fibres du bois, de la paille (la tige inutilisée des céréales comme le blé) et même des tiges de maïs, ce qui permettra d'utiliser les déchets de ces secteurs industriels au lieu d'accroître la production agricole.

Pour le directeur de l'usine de Varennes, Jean Roberge, l'utilisation de la biomasse agricole ou forestière devrait stabiliser l'utilisation du maïs à moyen terme. Cependant, dit-il, il faudra adopter des stratégies parcimonieuses car le retour aux champs de la majorité des tiges est essentiel à la recharge des sols en carbone. Il faudra donc répartir cette «extraction» de matière organique pour ne pas épuiser littéralement des champs en les surexploitant.

Un bilan controversé

Jean Roberge soutient cependant que sa production d'éthanol produira plus d'énergie qu'elle n'en accapara. À son usine, affirme-t-il, on utilisera 33 000 BTU (British Thermal Unit) pour en produire 76 000, soit un ratio de 1 pour 2,3. L'usine, donne-t-il en exemple, ne sera même pas dotée d'équipement de chauffage parce qu'elle recyclera les pertes d'énergie de sa production.

Cependant, les grandes études sur le cycle de production de l'éthanol ratissent plus large. Elles intègrent tous les facteurs de production agricole avec au moins autant d'énergie, sinon plus, pour produire de l'éthanol que ce combustible en fournit.

Une des autorités sur la question, Tad W. Patzek, de l'université Berkeley, en Californie, a calculé que si on intègre toutes les activités nécessaires à la production du maïs-grain (le labourage des champs, l'épandage et la fabrication des engrais et des pesticides à partir de molécules de pétrole, les activités de récolte, de transport, de transformation et de distribution ainsi que son faible rendement énergétique), «l'éthanol est le combustible qui a le plus haut coût énergétique et qui offre le moins d'avantages». Il va jusqu'à dire que les moins performantes des usines utilisant le maïs-grain portent ce bilan à six unités d'énergie pour en produire une d'éthanol. Une autre étude, celle du professeur David Pimentel, de l'université Cornell, conclut que la production d'un litre d'éthanol requiert 29 % plus d'énergie que ce combustible en génère. L'industrie de l'éthanol conteste ces verdicts, affirmant que son produit est globalement meilleur pour l'environnement que l'essence. Les écologistes sont plutôt sceptiques alors que le milieu agricole en redemande.

Il existe peu d'études portant spécifiquement sur les émissions de GES et les impacts environnementaux de la production d'éthanol. Des chercheurs notent cependant qu'une telle étude devrait tenir compte de la perte des puits de carbone qu'exige la transformation des forêts en champs. Certains prétendent que cette production serait neutre en matière d'impacts sur le climat si elle n'exigeait pas de nouvelle production, ce qui est le cas de l'utilisation de résidus de bois ou de production agricole.

Pour Harvey Mead, de Nature-Québec, il faudrait aussi tenir compte du fait que la production de maïs-grain étant la plus gourmande en engrais et en pesticides, ses impacts à court et long terme sur la pollution des cours d'eau doivent aussi faire partie du bilan

global, des coûts environnementaux que beaucoup d'études et de promoteurs ne comptabilisent pas.

Un autre facteur primordial doit aussi être retenu, même s'il ne fait pas toujours partie des bilans sur le cycle de vie de l'éthanol. En effet, le bilan énergétique de l'éthanol n'est pas reluisant car, selon une synthèse scientifique signée par Joseph DiPardo dans la revue *Energy Information Administration*, «il faut environ 1,5 litre d'éthanol pour couvrir la même distance routière qu'un litre d'essence», ce que confirme un autre article scientifique de la revue américaine *Biosciences*. Ces données changent radicalement la comparaison des émissions de gaz à effet de serre des deux carburants, faites plutôt en comparant les émissions de deux litres identiques. Mais l'éthanol, riche en oxygène et plus pauvre en carbone, brûle mieux, ce qui réduit ses émissions de contaminants atmosphériques comme le soufre et le monoxyde de carbone. Par contre, il contribue davantage que l'essence au smog urbain.

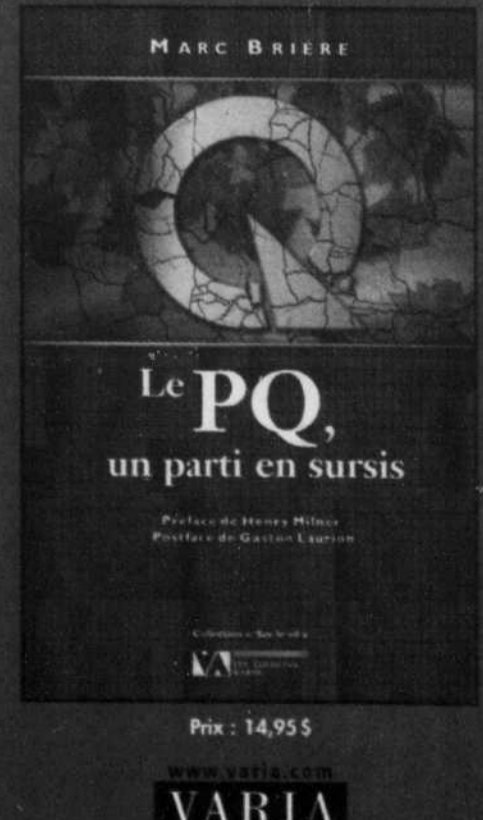
Mais comme on peut l'utiliser comme «retardant» en le mélangeant à des taux de 5 à 10 % à l'essence au lieu d'additifs comme le MMT ou le MTBE, utilisés pour accroître l'indice d'octane, une faible proportion d'éthanol dans l'essence permet d'éliminer ces molécules problématiques pour les nappes souterraines, notamment, en plus de fournir un surplus d'oxygène à la combustion de l'essence, ce qui constitue une amélioration.

Mais des gains plus substantiels pour le climat et l'environnement seraient obtenus, selon plusieurs spécialistes, si l'industrie automobile et les gouvernements réduisaient davantage les émissions de gaz à effet de serre des flottes automobiles nationales en mettant fin par des règlements et des incitations financières à cette aberration, véhiculée au nom de la «liberté de choix», que constitue la vente de véhicules inutilement lourds et puissants en Amérique et d'utilitaires sport en milieu urbain.

Le Devoir

Le PQ et le Bloc réussiront-ils à se renouveler?

MARC BRIERE



Le PQ, un parti en sursis

Préface de Henry Milner
Postface de Gaston Lortie

Collection Les grands débats

Prix : 14,95 \$

www.lesgranddebats.com

VARIA

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux de Le Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor Inc., 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 512, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse-Canada est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0868. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390